Le MRP vous parle !

Nouvelle Série N° 74
Juillet-Août-Septembre 1997
ISSN 0753-8707
Prix du N° / 30 F

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. - 133 BIS, RUE DE L'UNIVERSITÉ 75007 PARIS - Téléphone 01 47 05 84 51

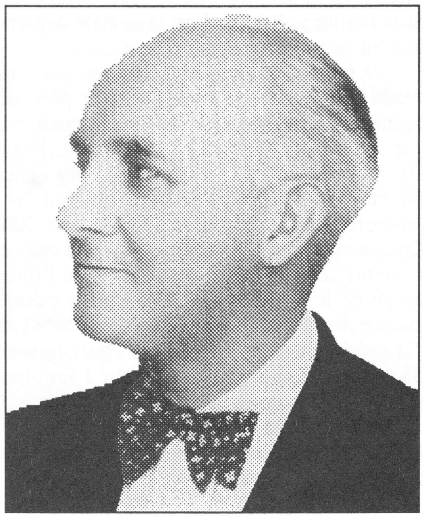
- *L'évènement de l'été : les Journées Mondiales de la Jeunesse, page 3.*
- *Frédéric Ozanam, un précurseur du MRP, page 2.*

DOCTRINE :

- *Face aux conceptions jacobine et marxiste, une conception chrétienne de "la Justice et la Liberté" : une conférence d'Etienne Borne en 1959, page 4.*

Paul Coste-Floret

Edmond Michelet



Jean-Jacques Juglas

DANS NOS ARCHIVES :

I *Il y a 51 ans : la course des salaires et des prix ; un long chemin pour une nouvelle Constitution, une armée de plus de cinq cent mille hommes pour assurer les obligations militaires du pays : avec Georges Bidault, Paul Coste-Floret, Jean-Paul Palewski, Robert Lecourt, Edmond Michelet, page 15.*

II *Il y a 50 ans : le problème allemand, la crise indochinoise, la tactique du Parti communiste (passer peu à peu dans l'opposition tout en conservant ses ministres au gouvernement) : avec Maurice Schumann, Jean-Jacques Juglas, André Monteil, Georges Bidault, Pierre-Henri Teitgen, Solange Lamblin, André Noël... Page 9*

Le MRP vous parle !

Nouvelle Série N° 74
Juillet-Août-Septembre 1997
ISSN 0753-8707
Prix du N° / 30 F

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. - 133 BIS, RUE DE L'UNIVERSITÉ 75007 PARIS - Téléphone 01 47 05 84 51

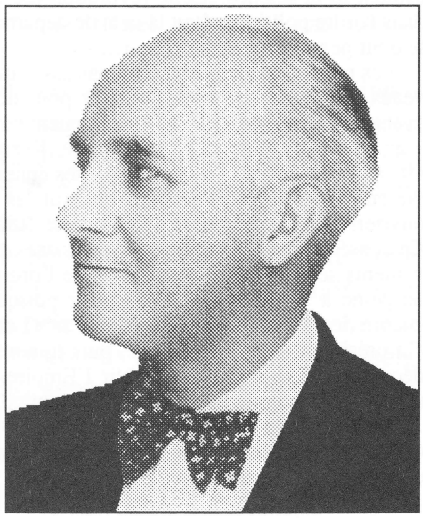
- *L'évènement de l'été : les Journées Mondiales de la Jeunesse, page 3.*
- *Frédéric Ozanam, un précurseur du MRP, page 2.*

DOCTRINE :

- *Face aux conceptions jacobine et marxiste, une conception chrétienne de "la Justice et la Liberté" : une conférence d'Etienne Borne en 1959, page 4.*

Paul Coste-Floret

Edmond Michelet



Jean-Jacques Juglas

DANS NOS ARCHIVES :

I *Il y a 51 ans : la course des salaires et des prix ; un long chemin pour une nouvelle Constitution, une armée de plus de cinq cent mille hommes pour assurer les obligations militaires du pays : avec Georges Bidault, Paul Coste-Floret, Jean-Paul Palewski, Robert Lecourt, Edmond Michelet, page 15.*

II *Il y a 50 ans : le problème allemand, la crise indochinoise, la tactique du Parti communiste (passer peu à peu dans l'opposition tout en conservant ses ministres au gouvernement) : avec Maurice Schumann, Jean-Jacques Juglas, André Monteil, Georges Bidault, Pierre-Henri Teitgen, Solange Lamblin, André Noël... Page 9*

FRÉDÉRIC OZANAM : dans les origines du M.R.P.

Jean-Paul II a célébré le 22 août 1997 à Notre-Dame de Paris la messe de béatification de Frédéric Ozanam, qui tient une place importante dans l'histoire des origines du M.R.P.

*Voici comment le situaient les dirigeants du M.R.P. dans un bulletin diffusé en janvier 1951 sous la responsabilité d'**Albert Gortais**, secrétaire général adjoint et intitulé : «Les origines du M.R.P. et sa mission dans la vie politique française».*

La Révolution de 1848.

La Révolution républicaine de Février 1848 exalta la liberté politique et la justice sociale, réconcilia la religion et le peuple. Partout on pouvait voir le clergé bénissant les «arbres de la liberté» au milieu des travailleurs. Les chrétiens, animés de convictions démocratiques, avaient l'occasion magnifique d'exercer une influence décisive sur les institutions (Lacordaire, Ozanam, Armand de Melun). Mais ils n'y étaient pas prêts, pas plus que Lamartine et les socialistes ; en quelques mois le pouvoir passa entre les mains de la bourgeoise capitaliste (l'affaire des ateliers nationaux et la répression sanglante du soulèvement populaire de juin 1848).

Proudhon, qui avait pressenti et redouté cet échec, formulait peu après ce jugement implacable mais justifié :

«Les républicains, d'ailleurs en petit nombre, avaient la foi de la République : ils n'en avaient pas la science. Les socialistes, presque inconnus, dont le nom n'avait pas encore retenti sur la scène, avaient aussi la foi dans la révolution sociale ; ils n'en avaient ni la science...Cette révolution (de 1848) qui allait éclater dans l'ordre politique, était la date de départ d'une révolution sociale dont personne n'avait le mot...»

Les nouvelles idées n'étaient pas assez mûres, les hommes nouveaux n'étaient pas assez préparés pour dominer et conduire les événements violents qui se déclenchaient contre les abus d'un pouvoir politique autoritaire et contre l'exploitation économique effroyable dont les masses laborieuses étaient l'objet (il faut lire la fameuse enquête de Villerme faite sur les conditions de vie des ouvriers à cette époque, rééditée par les éditions Spes récemment). En conséquence, après quelques secousses et après de grands mouvements sentimentaux, les tenants de l'ordre établi n'eurent aucune peine à se réinstaller au pouvoir puisque les autres n'avaient encore rien à mettre à la place. Le prince Louis Napoléon allait être élu président de la République, puis fomenter le coup d'Etat du 2 décembre 1851 avant de rétablir l'Empire. Un pouvoir démocratique trop faible appelle toujours la réaction et la dictature.

1848 est une date capitale. A partir de ce moment les démocrates spiritualistes eurent à reprendre le combat, contre deux sortes d'adversaires, à droite les milieux cléricaux et conservateurs joints aux milieux d'affaires souvent voltairiens, à gauche le socialisme qui en se développant va devenir matérialiste.

Pendant toute cette période le pouvoir économique et politique est tenu solidement en mains par le capitalisme auquel l'application industrielle des découvertes scientifiques donne un développement prodigieux. D'autre part, le fameux Manifeste Communiste est publié en 1848. Karl Marx s'efforce de donner une doctrine et un système aux socialistes révolutionnaires de l'époque, par la théorie de la lutte des classes et du matérialisme historique.

La grande classification des forces qui se dégage de cette situation va dominer la vie politique française pendant des dizaines d'années : à droite, l'exploitation honteuse de la religion contre le progrès social, à gauche une volonté de progrès social contre les valeurs spirituelles, et entre les deux courants puissants, un petit nombre d'hommes, presque sans moyens matériels, mais animés d'une foi enthousiaste et d'un courage héroïque, résolus à faire triompher les libertés démocratiques et la justice sociale dans le respect et l'épanouissement des valeurs spirituelles qui sont le fondement des droits imprescriptibles de la personne humaine.

Ozanam et «l'Ere Nouvelle»

Parmi ces hommes il faut citer et retenir tout spécialement Frédéric Ozanam (1813-1853), le grand apôtre de la fraternité chrétienne, qui, avec Lacordaire et l'abbé Maret, fonda en 1848 un nouveau journal : l'Ere Nouvelle. Ce journal reprit le combat de l'Avenir ; mais il connut rapidement des difficultés financières ; ses adversaires n'eurent pas de peine à lui faire couper les vivres et à anéantir cet instrument de propagande qui les effrayait.

Ozanam et ses compagnons privés du moyen de diffuser largement leurs idées n'en continuèrent pas moins leurs efforts individuels. Mais l'opinion dans son ensemble ne recevant plus l'écho de leurs voix n'en fut guère influencée. On peut dire que, pendant presque toute la deuxième moitié du XIX[e] siècle, les démocrates d'inspiration chrétienne furent réduits à un travail souterrain.

«Rerum Novarum» et le Ralliement.

Mais vers la fin du siècle, après l'avènement de la IIIe République, deux évènements retentissants allaient secouer l'opinion publique et préparer les étapes ultérieures : l'Encyclique Rerum Novarum (1891) du Pape Léon XIII et le mot d'ordre de Ralliement des catholiques au régime républicain (1893). Jusqu'à ce moment en effet la majorité des citoyens catholiques, si nombreux en France, d'une part, comprenaient mal leurs devoirs en face du problème social, d'autre part commettaient l'énorme erreur de lier leur foi avec la monarchie légitimiste disparue (n'oublions pas qu'elle avait été à deux doigts de se rétablir après 1871), et désertaient le devoir civique dans le régime nouveau qu'ils boudaient consciencieusement.

*

* *

*Et voici un second document, parmi beaucoup d'autres : un extrait de la conférence donnée par **Jean Raymond-Laurent** le 10 octobre 1959 sur l'invitation de la Fédération M.R.P. de la Seine.*

Après la longue éclipse de l'époque napoléonienne et de la Restauration, nous voyons apparaître des hommes que nous pouvons, à certains égards, revendiquer comme des précurseurs, puisque déjà, dans un esprit et sous des formes appropriées à leur temps, ils étaient mus par un idéal civique, social, humain, qui se rapproche du nôtre. Je citerai quelques noms, les plus éclatants, qui jalonnent cette période.

Ce fut Frédéric Ozanam , professeur en Sorbonne, historien des premiers siècles du christianisme, qui donnait aux catholiques d'alors ce mot d'ordre audacieux : «Passons aux nouveaux Barbares !». Il voulait dire : aux masses ouvrières en formation qui, révoltées contre les iniquités sociales, délaissaient les vieilles croyances pour y substituer une foi révolutionnaire.

Ce fut aussi le premier Lamennais, dont les accents âpres et ardents nous émeuvent encore, lorsqu'il condamnait le sort inhumain fait aux travailleurs par le machinisme industriel naissant, qui les courbait sous un joug physique et moral vraiment cruel, impitoyable.

Puis vint la Révolution de 48, dont l'inspitation - fait sans précédent et sans lendemain dans notre Histoire - fut à la fois démocratique et chrétienne, où l'on vit peuple et clergé planter ensemble les arbres de la Liberté. Parmi les députés à l'Assemblée Nationale de la Seconde République, comment ne pas évoquer deux grandes figures : le Dominicain Lacordaire, apôtre de la Liberté, et Lamartine qui, disait-il, «siégeait au plafond», ne voulant être ni de droite ni de gauche.

De nouveau, une longue éclipse durant tout le Second Empire et les vingt premières années de la Troisième République où, plus que jamais peut-être, triompha le sophisme que je dénonçais tout à l'heure, dressant les milieux dits bien-pensants contre le peuple républicain et démocrate. A cette époque, je ne vois guère qu'un homme - aujourd'hui oublié - dont nous pourrions nous réclamer : le jeune et courageux député catholique républicain Etienne Lamy, l'un des «363» qui, aux élections du Seize Mai, s'opposèrent à la tentive de pouvoir personnel du maréchal Mac-Mahon. Je l'ai connu vers la fin de sa vie : depuis longtemps, il avait abandonné la vie politique.

NOTES ET ANNONCES

AVEC SES «REGARDS SUR LE MRP», FRANCE-FORUM EST ARRIVÉ

Le numéro 316 de la revue France-Forum est disponible 133 bis rue de l'Université 75007 Paris, tél. : 01 53 59.20 60.

Il est consacré principalement au compte rendu du colloque «Regards sur le MRP» organisé le 10 décembre 1996 au Palais du Luxembourg.

N.B. Dans les pages 1, 25, 27 et 36 de ce compte rendu, un intervenant dans le débat est appelé Léon Lafarge. C'est un lapsus. Il s'agit de notre ami lyonnais Léon Lapra, avocat honoraire.

ASSEMBLÉE DU 5 JUIN 1997 : LE COMPTE RENDU DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le compte rendu de l'assemblée générale ordinaire que l'Amicale du MRP a tenue le 5 juin 1997 au Palais du Luxembourg sera publié dans notre prochain numéro, celui du dernier trimestre 1997.

PAYEZ VOTRE ABONNEMENT AU BULLETIN "LE MRP VOUS PARLE" !

... et ne vous étonnez pas que le prix de cet abonnement soit augmenté à partir de 1998 !

Pour 1997, il est de 40 francs pour les adhérents et de 50 francs pour les non adhérents.

Pour 1998, ces prix seront doublés : 80 et 100 francs, et vous trouverez le nouveau bulletin d'adhésion et d'abonnement dès maintenant à l'intérieur de ce numéro.

S'agissant de la situation financière de l'Amicale et du Bulletin, vous saurez tout en lisant le rapport financier de Jacques Gissinger dans le compte rendu de l'assemblée générale.

IL Y A CINQUANTE ANS, ROBERT SCHUMAN DEVENAIT CHEF DU GOUVERNEMENT

Dans notre prochain numéro, vous trouverez des extraits des procès verbaux des réunions du Groupe MRP de l'Assemblée Nationale sur la période avril-décembre 1947, avec :

- les derniers mois du Gouvernement Paul Ramadier
- les débuts du Gouvernement Robert Schuman et sa maîtrise du pouvoir au moment des grèves insurrectionnelles de novembre - décembre.

Dès maintenant, nous rappelons à nos lecteurs les pages consacrées à Robert Schuman dans notre numéro 69 (avril - mai - juin 1996).

Les Journées Mondiales de la Jeunesse L'espérance du monde

On attendait 300 000 jeunes. En quelques jours tout a basculé. Il y en a eu 850 000 à Longchamp samedi soir pour la veillée et 1 100 000 à la messe finale du dimanche, dont plus de 700 000 Français !

Plus importante encore que le nombre fut l'extraordinaire atmosphère de recueillement, de fraternité, de joie, qui a fait de ces journées, selon l'expression de Bernard Stasi dans son bel article du Figaro, «des journées magiques».

Balayées les critiques fielleuses d'un anticléricalisme antédiluvien. Impressionnés, émus, entraînés, voire bouleversés, beaucoup de ceux, croyants ou non, qui ont rencontré ces jeunes de 150 nations, ont suivi les manifestations à la télévision, écouté les chants et les prières...

Ce fut un grand évènement médiatique certes, mais surtout un évènement spirituel, qui n'est pas dénué de signification politique.

Voilà une image de la mondialisation qui n'a rien à voir avec la globalisation des marchés financiers. Des centaines de milliers de jeunes, toutes races confondues, étaient réunis dans la conscience d'un destin commun , dans le partage d'une foi commune.

Et une image de la jeunesse - même s'il s'agit d'une minorité, vigoureuse et rayonnante - bien différente de celle qu'on nous présente trop souvent ; elle est généreuse, capable de grands dévouements, en quête de dépassement. Elle aspire de toutes ses forces à trouver de nouvelles raisons de vivre, un sens à sa vie.

Cette jeunesse est, comme l'a dit Jean-Paul II, «l'espérance du monde».

Aucune église ne pourra répondre à elle seule à cette immense espérance. Elle va au-delà de l'église catholique - encore que celle-ci ait montré en la circonstance qu'elle était encore bien vivante.

Aucun parti ne pourra la récupérer. Mais tous les démocrates devront tirer les leçons de ce grand évènement : l'économie ne peut être le ressort unique de nos sociétés. Les hommes n'ont plus confiance en nos sociétés. Ils s'en détacheront de plus en plus et se révolteront intérieurement contre un monde qui ne serait régi que par des règles quantifiables et n'aurait d'autres mobiles que matériels.

Pierre-Henri Teitgen aimait à citer cette formule de Malraux, je crois : «Les peuples qui n'ont plus de rêve meurent de froid». Ce rêve est celui d'une «civilisation de l'universel», « d'une civilisation de l'amour». Objectif inaccessible mais horizon nécessaire.

Jacques MALLET

LA JUSTICE ET LA LIBERTÉ

conception chrétienne face aux conceptions jacobine et marxiste

Conférence prononcée le 28 novembre 1959 par Etienne BORNE

Mesdames,
Mes Chers Amis,

Je vais essayer aujourd'hui de vous proposer très modestement, très simplement, les grandes lignes d'une sorte de "credo" politique sur ces deux thèmes de la justice et de la liberté. Ce que je vous dirai sera forcément inachevé, approximatif, et il restera bien sûr à le compléter dans l'ordre du pratique et du technique.

Je dis "credo" en donnant évidemment à ce mot un sens qui n'est absolument pas religieux, mais qui implique cependant ce que l'on pourrait appeler une foi raisonnable. C'est à partir de cette foi raisonnable que nous faisons de la politique, et nous avons dit l'autre jour - j'y reviens - que l'objet essentiel d'une telle foi, c'est de ne pas séparer la liberté et la justice. C'est cela qui me paraît être ce que nous avons d'original. Tâcher de tenir les deux bouts de la chaîne. Une liberté sans justice nous apparaît toujours formelle et vide et une justice sans liberté risque d'être tyrannique, d'être oppressive. C'est donc en cherchant la jonction de l'une et de l'autre que nous serons dans l'axe de ce que j'appellerai un credo ou une foi. Liberté et Justice, nous avons dit l'autre jour que les deux notions pouvaient se rejoindre dans celle de Libération.

Non pas une lutte finale, mais une lutte sans fin

Qu'est-ce que c'est un combat politique ? C'est un combat pour la libération de l'homme. Cette libération, il faut la situer et il faut se garder de deux erreurs qui sont contraires.

Croire d'abord que ce combat pour la libération se situe dans un ordre qui n'est pas politique, mais spirituel pur. Il y a certes ici toute une dimension qui n'est pas politique, mais qui ne dispense pas de faire de la politique. C'est cela, je crois, qui est notre originalité. Bien sûr, il y a une liberté spirituelle qui est profonde, il y a toute une option devant l'absolu, il y a ce que l'on pourrait appeler dans un langage philosophique toute une transcendance qui est en dehors de la politique même. Il y a une libération de l'homme dans l'ordre religieux qui dépasse la politique et l'un des rôles de la politique, c'est précisément de respecter et de sauvegarder cette dimension que l'on peut dire non-politique de l'homme.

Nous avons toujours lutté contre ceux qui voudraient identifier le combat politique avec une libération totale de l'homme. Chercher dans la cité, chercher dans l'Histoire, cette libération totale, c'est cela qui nous paraît une très grande erreur. Quand on parle d'une sorte de lutte finale, il faudrait exaspérer les conflits, exaspérer toutes les tensions, comme on le voit dans le marxisme et, à la suite de cette exaspération, on pourrait installer par une révolution totale l'humanité dans une liberté et dans une justice qui seraient définitives. Cette confusion de l'absolu de liberté et de justice avec ce qui appartient à l'Histoire et à la politique, nous l'avons toujours combattue.

Mais, si nous refusons cette confusion, il reste cependant que la combat politique n'est pas négligeable. La politique n'est pas suffisante, mais elle est nécessaire et il y a tout un reflet de l'absolu de la justice, de l'absolu de la liberté dans l'ordre de la politique. Il y a, non pas une lutte finale, mais une lutte sans fin contre tout ce qui empêche temporellement l'homme de s'accomplir. Ce combat, en un sens, est indéfini. Il ne cessera pas. Nous avons, je crois, une notion du progrès qui est originale; non pas d'un progrès automatique, qui irait de lui-même vers le meilleur; non plus d'une conception de l'Histoire où tout se répèterait ou qui irait vers la décadence, mais d'une conception que l'on pourrait dire dramatique où l'homme est constamment mis en question, constamment menacé, où les forces de mal et les forces de bien paraissent croître ensemble, comme disait Maritain dans un livre récent, à mesure que l'histoire passe.

La politique : insuffisante mais nécessaire

Donc mettre la politique à sa place dans un combat pour l'homme et ne pas la confondre avec ce qui est au-delà des mots. L'un des maux du temps présent, c'est la politisation complète de toute la vie de l'homme. Et il est difficile de faire de la politique en luttant précisément contre une telle politisation dans la cité marxiste, où tout est pour ainsi dire imprégné par la politique. La politique y est la valeur suprême. Là, par exemple, elle ne peut avoir de sens que si elle apporte des illustrations, des images, ou des symboles pour soutenir l'action politique. Il n'y a pas non plus de valeur sociale que l'on puisse séparer de la politique. Le travail devient une sorte d'acte patriotique. Il s'agit de donner plus de puissance à l'Etat. Tout apparaît comme étant politisé.

Il y a donc ici un point qui me paraît essentiel comme première maxime, comme point de départ, la politique foncièrement insuffisante, mais la politique absolument nécessaire.

Et je dirais volontiers qu'il s'agit plutôt de réaliser une sorte de bien total que l'on pourrait insérér et incarner dans la société et dans l'Histoire, que de lutter contre les formes de mal. Mais il y a le despotisme, il y a des tyrannies, il y a la guerre, il y a l'avarice des hommes, des classes, des nations, et tout cela s'oppose à ce que les hommes soient pleinement hommes. Donc cette lutte sans fin contre les diverses formes du mal apparaît comme essentielle.

On pourrait dire, si l'on voulait philosopher quelque peu sur ce point, que nous avons plus le sentiment de l'injustice ou le sentiment de ce qui est esclavage ou servitude que l'idée claire de la justice ou de la liberté. Tout se passe comme s'il y avait dans l'homme une sorte d'idée de la justice qui est réveillée par le spectacle de l'injustice, une idée de la liberté qui est réveillée par le spectacle et par l'expérience de la tyrannie et de la servitude. C'est contre ces diverses formes du mal que le combat politique doit constamment s'engager.

Pour résumer ce que j'ai déjà avancé : pas de confusion entre la politique et ce qui doit la dépasser, et pas de dédain, pas de mépris pour l'action politique qui est importante et nécessaire, parce que toutes les valeurs humaines s'y trouvent engagées. Nous sommes pour ainsi dire chargés des autres. Nous ne traversons pas l'existence uniques et seuls; nous devons porter le souci des autres et faire de la politique, c'est une manière de porter ce souci. Tant que l'homme est encore esclave, tant que l'homme est humilié, tant que l'homme est opprimé, il ne doit pas y avoir de repos pour la pensée et pour l'action. C'est cette inquiétude qui est l'aiguillon, si l'on peut dire, de l'action politique telle que nous la voyons.

La démocratie : la seule révolution qui ait eu du succès

A partir de ce climat, de cette inspiration, de cet élan, comment allons-nous essayer de réaliser au-dedans d'une société, dans un Etat, cet accord de la liberté et de la justice dont nous parlions ? Il faut revenir ici à ce qui est pour nous le fondement, ce qui est pour nous l'essentiel, je veux dire l'idée démocratique elle-même. Cette idée ne prend son sens que par cette jonction de la liberté et de la justice. J'ai souvent dit, et je le redis encore, que la démocratie est au fond la seule révolution qui ait eu un commencement de succès, dans l'histoire même. Et cette révolution qu'est la démocratie, on pourrait la définir comme le parti-pris de remplacer systématiquement le combat par le débat. Il y a une diversité entre les hommes, une diversité entre les milieux, entre les familles spirituelles, entre les nations, et toutes ces diversités, en vertu des pesanteurs humaines, de ce poids de passion et d'égoïsme que nous portons tous avec nous, vont toujours au conflit, vont toujours à la guerre. Eh bien, ce que l'on appelle démocratie, c'est un effort pour transformer ce conflit en un dialogue, pour transformer celui qui était l'adversaire en un partenaire.

Peut-on bâtir une société, peut-on bâtir une communauté en tenant compte ainsi des diversités ? Ce qui implique une sorte d'anarchie et de désordre, la pluralité, cela peut-il tourner à l'unité et au bien de la Société ? Il est plus facile de résoudre le problème social, ce qu'Auguste Comte, qui n'était pas démocrate, a appelé l'immense problème de l'Ordre, en faisant converger toutes les consciences vers les mêmes valeurs, en demandant que tous les hommes d'une société soient comme la réalisation d'un même type, et ainsi par le nivellement, par l'écrasement des différences, il sera facile de faire une société. Donc une société libre et juste, non seulement pour les individus, mais pour les communautés, est celle qui reconnaîtra, qui consacrera par l'institution cette diversité, et le parti politique est une expression entre plusieurs de ce pluralisme qui fait la synthèse de la liberté et de la justice.

Ici, il faut mettre en question ce que l'on pourrait appeler l'Etat libéral, l'Etat individualiste, celui qui a été pensé par certains révolutionnaires français de 89-90. Cette conception de l'Etat provient d'un propos de liberté. Il s'agit d'assurer la liberté de l'individu. Chaque individu est considéré comme ayant une valeur, et, dans une pareille conception, ce que l'on conteste, c'est qu'entre la société politique, entre l'Etat et les individus, il y ait des communautés intermédiaires qui soient valables. Il y a des atomes individuels, et il y a ensuite l'Etat. Il s'est instauré ainsi d'abord des guerres entre les individus, il y a entre l'économie libérale et une pareille conception des connivences dont nous avons déjà parlé. Et dans cette logique, les doctrinaires de la Révolution Française ont interdit l'association. Les hommes n'ont pas le droit de s'associer. C'est une sorte d'injustice que l'on commet à l'égard de l'Etat. Et cet Etat libéral finit par devenir l'Etat jacobin, l'Etat tout puissant. Et, dans cette même logique, on trouvera par exemple à la Convention que l'idée même de parti est considérée comme une trahison. Etre coupable de constituer une faction, c'est un crime contre l'Unité et l'Indivisibilité de la République. Et c'est sous une telle accusation que les Girondins ont succombé. Les Jacobins ne prétendaient pas être un Parti, mais ils voulaient être les hommes de la République, Une et Indivisible, si bien que, sous prétexte de libéralisme, l'individualisme aboutit ici à un solidarisme et à toutes les formes de l'oppression étatique.

Un peuple libre est un peuple dans lequel les diversités naturelles se trouvent respectées et peuvent établir entre elles les dialogues et les échanges qui sont nécessaires. L'on pourrait montrer ici qu'il y a entre la notion moderne de masse et celle de peuple une sorte d'opposition dans ce que l'on appelle les démocraties populaires, dans le langage hypocrite dont on use. Il n'y a pas en réalité un peuple, mais le peuple devient une masse. Or le mot de Masse qui dit ici exactement ce qu'il veut dire, c'est le peuple devenu une force commune, une force collective, et dans lequel les diversités sociales et spirituelles ne sont pas reconnues en tant que telles.

Donc cette reconnaissance des libertés et des diversités apparaît ici comme étant essentielle. On peut montrer à partir de ce point les raisons de doctrine et d'esprit pour lesquelles nous opposons toujours une sorte de répugnance à tout ce qui est nationalisme.

Le nationalisme : il se voit comme une réalité absolue

Qu'est-ce que c'est en effet que le nationalisme ? Le nationalisme a toujours comme pente de considérer le tout de la nation comme une réalité absolue, comme une réalité sacrée; c'est le critère national qui est finalement le seul critère du juste et du vrai, et la pente du nationalisme, c'est d'imposer une sorte d'idéologie commune à tous ceux qui composent la nation. L'homme n'est humain que dans la mesure où il se dévoue complètement à cette nation et où il est comme l'instrument et le moyen de la grandeur et de la prospérité de la nation. On oserait dire qu'il y a dans tout nationalisme une sorte de paganisme, je veux dire par là que le nationalisme tend à diviniser pour ainsi dire la nation. La nation est source de droit et elle n'est pas soumise à un droit qui serait universel, qui lui serait supérieur. Si bien qu'il est impossible dans un nationalisme qui serait rigoureux et fanatique de dépasser la nation vers une société internationale qui serait aussi une société de droit.

La démocratie est le contraire d'une conception païenne

Rimbaud a dit ceci : "Je ne sais pas dans quelle mesu-

re une démocratie est chose chrétienne, c'est une immense question, mais ce dont je suis sûr, c'est que la démocratie n'est pas païenne, qu'elle est le contraire d'une conception païenne de la vie publique et de la vie politique". En effet, dans une conception qui est autoritaire, qui est nationaliste, on voit toujours apparaître une sorte de religion séculière, de religion de la patrie. Ce sont les dieux anciens, les dieux que le christianisme avait congédiés qui réapparaissent dans la vie politique. Et quand on dit que l'Etat démocratique est un Etat neutre, métaphysiquement neutre, c'est vrai, bien sûr. Mais l'on voit pour quelle raison, à savoir parce que cet Etat démocratique doit respecter le pluralisme des tendances, le pluralisme des familles spirituelles. Il ne peut pas être le bras séculier de l'une aux dépens des autres. Il doit être le serviteur universel de tous ceux qui composent cette nation. Mais il faut ajouter aussi, ce qui est très important, qu'il s'interdit de se faire Dieu. C'est là, si l'on peut dire, le contrat démocratique fondamental. L'Etat peut demander beaucoup, il ne peut pas demander tout. Il y a des limites de justice et de droit à ce que demande l'Etat. Il peut demander en des temps de péril que l'on sacrifie sa vie au bien commun, il ne peut pas demander que l'on sacrifie son âme, ou son honneur.

La laïcité de l'Etat : César n'est pas Dieu

Il y a donc tout un dépassement de la politique par autre chose que la politique, et qui est garanti par le caractère démocratique de l'Etat. On peut donc parler ici d'une sorte de laïcité. L'Etat démocratique, et en vertu justement de la conception de la liberté et de la justice que je tente de suggérer et d'illustrer, est un Etat laïque. Mais il faut comprendre la profondeur de ce mot; il faut l'arracher aux polémiques très vulgaires et à tous les bavardages passionnés dont nous sommes encombrés en ce moment. Si l'on creuse cette idée de laïcité, ce que l'on y trouvera fondamentalement, c'est cette idée que j'indiquais à l'instant de César qui n'est pas Dieu. La distinction des choses de César et des choses de Dieu, voilà quel est exactement le fondement de la laïcité de l'Etat, et l'on peut dire très véridiquement, et très vigoureusement, que c'est l'influence chrétienne qui a introduit la laïcité dans l'histoire des hommes. On en voit la preuve expérimentale, quand on a des yeux pour voir, en ce que là ou l'influence chrétienne est combattue, là ou le christianisme perd de son influence sur les moeurs publiques, on voit réapparaître tout un néopaganisme où les choses de César et les choses de Dieu se trouvent confondues. Si bien que l'on pourrait définir la démocratie, ce serait imprévu, mais je crois que l'on toucherait ici au fond des choses, une Société qui ne reconnaît pas des dieux en tant que Société. Croyez bien que la chose est neuve et que l'aventure est simplement à ses commencements.

Il y a donc toute une laïcité qui est la même chose que le pluralisme et qui met l'Etat à sa juste place, qui met les diverses familles d'esprit à leur juste place et qui leur reconnaît la liberté à laquelle elles ont droit.

Je sais bien que dans le concret, dans le détail des problèmes auxquels nous sommes affrontés dans le quotidien, il n'est pas toujours facile d'être fidèle à l'esprit que je définis ainsi et l'on pourrait songer par exemple au problème scolaire auquel je voudrais faire une très rapide allusion sans aller au fond des choses, simplement pour le prendre en exemple, pour illustrer quelques idées que je viens de proposer.

L'on voit très bien ce que nous refusons. C'est un monopole d'Etat. Que l'enseignement soit chose tout entière d'Etat, est-ce que par ce biais-là on n'arriverait pas à une direction des consciences par la puissance publique ? Il y a donc bien ici tout un pluralisme qu'il faut défendre. Mais il faut ajouter aussi, c'est un autre aspect des choses, que l'Université telle qu'elle est en France est tout de même un effort pour réaliser ce pluralisme, que dans l'Université on trouvera des maîtres et des élèves qui appartiennent à toutes les familles spirituelles, que tout un libéralisme dans l'Université s'est trouvé conquis lentement par les efforts de beaucoup d'hommes qui étaient proches de notre esprit et qu'il ne faut pas sacrifier ce qu'il y a de démocratie dans l'Université. Ceci montre bien que nous sommes toujours condamnés, c'est comme un destin des hommes que nous sommes, à tenir les deux bouts de la chaîne. Le pluralisme, bien sûr, mais il faut le voir partout et la meilleure solution du problème scolaire, ce serait celle qui respecterait la liberté et la justice, qui donnerait à toutes les familles ce droit effectif tel que la liberté d'enseignement ne sera pas simplement un mot vide - nous avons souvent dit qu'une liberté privée de ses moyens d'exercice n'est pas une liberté. Mais il ne faut pas oublier non plus qu'il y a l'Université, qui ne doit pas être seulement celle des hommes qui ne sont pas croyants. Il ne faut pas faire de l'Université française une sorte de ghetto, si l'on peut dire, où tout ce qui refuse le christianisme se trouverait à l'aise et où les autres ne seraient pas à l'aise. Il y a donc une fraternité française qui est réalisée par l'Université et dont nous avons la charge également.

Je voudrais maintenant, après ces quelques généralités sur l'Etat et les rapports entre l'Etat et la diversité pluraliste qui le constitue, dire un mot sur le problème social. Dans quelle mesure peut-on tirer de l'esprit que nous avons défini une attitude touchant le problème social ?

La crise du socialisme

Je voudrais faire ici quelques remarques sur ce que l'on entend par Socialisme. C'est une constante des hommes de notre esprit de ne jamais s'être définis comme des socialistes. Ils ont été bien souvent à l'avant-garde au point de vue social, ils ont posé et ils ont marqué des exigences et ils continuent à le faire dans cet Etat, mais jamais ils ne se sont présentés comme étant des socialistes. Et il faut remarquer aussi qu'il y a en ce moment une crise de l'idée socialiste dans l'Europe, non pas seulement une crise des partis socialistes, mais une crise de l'idée socialiste même qui est mise en question, non pas par les adversaires du socialisme mais par les socialistes eux-mêmes. Cette crise a peut-être une signification sur laquelle on pourrait réfléchir quelque peu.

On pourrait commencer ce raccourci de réflexions en faisant remarquer qu'il ne peut pas y avoir et qu'il n'y a jamais eu, dans l'histoire humaine de révolution socialiste. Je veux dire par là que de toutes les révolutions dont l'histoire nous montre des exemples depuis 89 jusqu'à l'octobre russe, aucune n'est véritablement une révolution d'ordre social. Toute révolution est politique et celle d'octobre 17 est une révolution fondamentalement politique. Je veux dire par là que l'oeuvre essentielle, l'œuvre fondamentale de ceux qui ont pris en mains un grand empire en décomposition, a été de refaire l'Etat, de refaire l'Empire et de constituer une grande force politique. Bien sûr, il y a eu au-dedans de cet Etat des changements profonds et il y a eu une révolution sociale. Mais qui a été

l'instrument de la révolution politique. Cette révolution sociale, son critère a toujours été politique et Il s'agissait fondamentalement par un équipement puissant, par l'accélération de l'équipement, de refaire la force de cet Etat.

Donc le socialisme a été réalisé et l'U.R.S.S. nous dit qu'elle a réalisé intégralement le socialisme, en attendant plus tard l'Etat communiste, mais le socialisme qui a été réalisé s'est trouvé subordonné à des intentions qui ont été fondamentalement politiques et s'il est bien certain que, sur le plan de la justice sociale, le régime communiste peut inscrire à son profit un certain nombre de résultats, il reste que l'essentiel, et j'insiste, a été originellement et fondamentalement politique. Si bien que le socialisme ici n'a pas été réalisé dans sa pureté, mais a été subordonné à cette intention politique. Ce qui semblerait indiquer que le socialisme, et ce serait ici l'occasion d'un long cheminement dans lequel je ne veux pas m'engager, a toujours été, si on le prend dans ses doctrines, le contraire de l'individualisme. Il a toujours affirmé qu'il y avait une sorte de primat du bien collectif sur l'intérêt individuel. Quand on songe aux apologies que Khrouchtchev a faites du régime communiste pendant son voyage en Amérique, le point sur lequel il a le plus insisté, c'est la discipline civique. C'est cette idée que dans l'U.R.S.S. le citoyen a la passion de l'Etat, la passion de la chose civique, qu'il est animé par un dévouement, alors que le capitalisme, pour lui, se trouve condamné parce qu'il est libéral dans le sens anarchique du mot. Il est impossible qu'à partir des intérêts individuels et de leur libre jeu puisse se tirer une discipline civique. Donc ce qui est important ici encore, c'est la politique et l'absolu du politique. Et ce n'est pas par une déviation que le socialisme qui a été réalisé s'est trouvé autoritaire, c'est dans la logique, si l'on peut dire, de son génie propre.

Ce qui est valable dans le socialisme, c'est la protestation contre l'injustice

Si bien que ce qui nous paraît fondamental, c'est moins l'idée socialiste que l'idée démocratique. Ce qu'il y a de valable dans le socialisme, c'est une protestation contre l'injustice, ce qu'il a d'exigence, ce qu'il a de négatif est fondamental. Il y a des aliénations que l'on ne peut pas supporter. Le prolétariat a été longtemps et est encore par beaucoup de côtés campé dans la société contemporaine, et c'est là l'un des maux de la condition contemporaine. La protestation contre l'injustice, voilà ce qui est fondamental. Mais je dirai que ces injustices, que les malfaçons et les inégalités de ce que l'on appelle le sytème capitaliste, si l'on cherche quels sont les arguments les plus forts qui les mettent en question, si l'on cherche où se trouve la plus grande exigence révolutionnaire, on les trouvera dans l'idée démocratique même. C'est à partir de l'exigence démocratique que l'on pourra mettre en question le primat de l'intérêt, une société dans laquelle les critères sont ceux de l'argent, et qui fait par exemple que l'Etat est bien souvent domestiqué par des groupes d'intérêt. C'est l'Etat qui ne peut plus faire son métier, qui n'est plus au service du bien commun, qui est confisqué par les intérêts, c'est également la condition trop misérable d'un grand nombre d'hommes qui les empêche d'être citoyens à part entière; c'est bien là l'argument démocratique fondamental. Quand on subit une oppression sociale et économique trop forte, on ne peut pas participer librement à la vie de la Société. Donc c'est l'idée démocratique qui est dans le socialisme le véritable ferment révolutionnaire. Si on prend le socialisme en dehors de la démocratie, on voit alors à quelles conséquences on aboutit. La démocratie nous apparaît donc comme étant véritablement cette jonction entre la justice et la liberté, c'est avec des armes démocratiques que le combat social devra être livré.

C'est dans un esprit démocratique que l'on sera plus révolutionnaire

Ici, il ne faut pas faire de complexe d'infériorité, ne pas croire que parce qu'on parle un langage social et qu'on est sceptique à l'égard de la démocratie, on est plus avancé. C'est le contraire qui est le vrai. C'est dans la mesure où on luttera pour des réformes sociales au nom de la démocratie, et dans un esprit démocratique, que l'on sera plus révolutionnaire que les révolutionnaires mêmes. Maintenons donc ici le primat et l'exigence de la démocratie, car la démocratie n'est pas dépassable. On ne peut pas aller au delà, on est toujours en deça de la démocratie. François Mauriac disait un jour : "Après tout, devant le mystère de l'avenir du monde, nous sommes peut-être les premiers chrétiens". Il serait plus vrai encore de dire devant le mystère de l'Histoire : "Nous sommes sûrement les premiers démocrates". On a commencé à peine à s'apercevoir de ce qu'est l'idée démocratique et de voir à quelles conséquences cette exigence démocratique nous engage. Ce n'est pas le moment de perdre foi ou de perdre coeur, il s'agit de croire plus que jamais à la démocratie qui est menacée de tous côtés, dans le monde dans lequel nous sommes, mais nous sommes désignés pour témoigner en faveur de l'idée démocratique.

Le problème de fond, en politique, est celui de la guerre

Ensuite - et ce sera l'un des points les plus importants de ce rapide exposé - si l'on cherche finalement où se trouve le fond du débat, le fond de la question que nous avons traitée l'autre jour, et que je reprends comme je peux aujourd'hui, il s'agit d'une option très profonde entre deux manières de comprendre l'Homme, la Société et l'Histoire et il faut choisir entre l'une et l'autre. Le problème de fond en politique est celui de la guerre, problème qui est au coeur de toutes les questions d'ordre politique. La question est de savoir si la guerre est le destin de l'humanité, si la guerre, si la lutte entre les classes pour l'écrasement du vaincu et le triomphe du vainqueur est la voie de l'Histoire. Lorsque nous parlions l'autre jour des objections que l'on fait à l'idée démocratique, à l'idéal de liberté et de justice qui est le nôtre, ces objections revenaient toujours à celles-ci : il est utopique de proposer de telles valeurs aux hommes, dans la mesure où le réalisme nous montre qu'il s'agit toujours de s'armer pour un combat dont il faut sortir vainqueur. Remarquons ici une contradiction radicale entre la guerre et la démocratie. Il est extrêmement difficile, presque impossible, de maintenir la démocratie dans un pays qui est en guerre, et cela n'est pas à cause de telle ou telle contingence, c'est dans la nature des choses. Si la guerre était le dernier mot de l'histoire humaine, si véritablement c'était la guerre qui était l'explication profonde des choses, il est bien clair que nous aurions perdu notre pari démocratique.

Tout à l'heure, je disais à quel point la démocratie était une victoire sur la guerre au-dedans d'une société. Quand on parle d'un rassemblement d'une nation dans une masse, il y a au fond une sorte de victoire de l'Etat sur la masse. C'est l'Etat, si l'on peut dire, qui est victorieux dans sa guerre contre l'individu, mais ce n'est pas la véritable paix. Il n'y a de paix que par la reconnaissance réciproque

des uns et des autres par la création d'une véritable communauté spirituelle entre les hommes et la communauté démocratique n'a de sens que si la guerre est exclue. Remarquons aussi que la guerre est païenne et ceci encore est fondamental. Je veux dire par là que la guerre toujours suscitera des mythologies, que l'on fera mieux la guerre du point de vue de la force et de la violence, si l'on pratique une sorte de manichéisme, tout le bien d'un seul côté, tout le mal d'un autre. La guerre moderne, ce que l'on appelle la guerre totale est, comme dit Péguy, de moins en moins un duel. Dans le duel, on reconnaît quelque valeur à l'adversaire. Tandis que, dans la guerre moderne, on tendra au contraire non seulement à écraser l'autre, mais à l'avilir, à le déshonorer.

La guerre est donc manichéenne. Elle est également source de faux dieux, source d'idoles et c'est la nation elle-même qui apparaîtra comme la grande idole. Il faut ajouter à cela, ce qui complète le tableau, que la guerre moderne met en question, comme chacun le sait, l'existence même de l'humanité. Donc la guerre apparaît ici comme l'ennemi. Et entre l'esprit de guerre et l'esprit démocratique, il y a véritablement une option profonde. Option qui n'est pas simplement entre des idées ou des idéologies et des mythologies, mais qui est entre des hommes. L'on pourrait ici opposer ce que l'on pourrait appeler l'homme tragique et l'homme démocratique. L'homme tragique, c'est celui qui accepte le destin de la guerre et qui choisit son camp, qui veut que ce camp l'emporte absolument. L'homme tragique est finalement l'ennemi de l'homme. Il s'agit de savoir si nous serons des hommes tragiques, ou si nous serons des hommes démocratiques.

Une solution pour l'Algérie : par la démocratie

Ici, je pense à la politique algérienne, pour prendre une illustration précise de ce qui n'est pas, croyez-le bien, un idéalisme vague, mais qui est lié au concret le plus pressant. Il existe une véritable correspondance entre la politique algérienne que le général de Gaulle a fini par rendre publique et nos convictions propres. Et ce n'est pas du tout parce que nous croyons que les grands hommes sont inspirés du ciel parce qu'ils sont grands - vous savez bien qu'il n'y a chez nous aucune sorte de providentialisme, qui, d'ailleurs, ne serait au fond qu'un retour à du paganisme - mais c'est parce que cette politique elle-même nous a paru conforme à ce qui est notre propos de fond. Or, il y a un paradoxe sur cette politique du général de Gaulle. Elle est évidemment extrêmement vulnérable et ceux qui la contestent apparaissent souvent comme très forts. Mais ce que de Gaulle prévoit, c'est que le principe de solution du problème est un principe d'auto-détermination. C'est un principe de choix libre. C'est un principe démocratique. Les Algériens diront eux-mêmes ce qu'ils veulent et c'est par la démocratie que l'on entend remporter une victoire sur la guerre. Ce qu'il y a ici de neuf dans la manière dont le problème se trouve posé, c'est qu'on ne choisit pas un camp en disant qu'on fortifiera ce camp et que l'on tâchera de l'emporter absolument sur l'autre, c'est que l'on tente de proposer une politique qui sera une victoire aussi immense sur l'ennemi que sur la guerre et c'est cela qui me paraît très profond et qui me paraît aller dans le sens de la conviction qui est la nôtre. C'est en ce sens que la justice et la liberté pourront se rencontrer. Bien sûr, il n'est pas certain qu'une pareille politique puisse réussir, il peut se faire que les forces de guerre ici et là soient plus fortes que la bonne volonté des hommes. Mais cependant si nous ne savons pas si le problème sera résolu, nous savons qu'il est bien posé, qu'il est posé dans le sens exact, dans le droit fil de l'exigence démocratique elle même.

La crise des idéologies

Voilà donc quelques réflexions que je voulais vous proposer et que je n'ai pas eu le temps d'approfondir et de préciser, mais qui peuvent suffire. Je voudrais conclure ce trop rapide exposé en disant que le problème est finalement un problème d'hommes. Il ne s'agit pas simplement d'opposer des doctrines à des doctrines. Il y a aujourd'hui une crise des idéologies et il serait intéressant de chercher pour quelle raison il y a une telle crise alors qu'en 1944 ou 45, au moment de la Libération, il y a eu une sorte d'enthousiasme pour des idéologies, alors que les hommes qui débouchaient à ce moment là dans la vie publique voulaient rebâtir le monde et le rebâtir suivant de grandes idées. Au contraire, aujourd'hui il y a un déclin des doctrines et des idéologies. On voit Maurice Thorez dans son discours de Choisy-le-Roi s'en prendre au doctrinarisme, comme il dit, et l'on voit également les socialistes allemands, les travaillistes anglais, mettre en question leurs propres idées en tant que système.

La crise des idéologies a, bien sûr, un côté négatif. Il est possible qu'il y ait une retombée de l'espérance, une retombée de la volonté et cette crise pourrait mal tourner si elle va du côté de l'indifférentisme politique. Mais elle a cependant un côté positif dans la mesure ou ce qui compte, ce sont fondamentalement les hommes que l'on crée. On fait la politique plus de ce que l'on est que de ce qu'on pense. Ou ce qu'on pense n'est vraiment sincère et profond que dans la mesure où c'est l'expression de ce qu'on est.

Je voudrais donc dire un mot sur ce que nous sommes et qui nous appartient, que nous pouvons définir ce que nous croyons être la liberté et la justice. On dit quelquefois qu'il faut avoir la passion de la liberté et la passion de la justice, et il est vrai que nous devons avoir l'une et l'autre. Mais je voudrais retourner quelque peu le sens de ce mot. Nous sommes dans un monde où l'on pourrait dire que la liberté souffre passion. Il y a une passion de la liberté, il y a des peuples esclaves, il y a des êtres qui sont tyrannisés, qui sont l'objet de violences, qui veulent attenter au plus profond de leur raison d'être. Nous sommes donc dans un monde où la liberté souffre passion.

Nous sommes également dans un monde où la justice souffre passion. Et cette passion est peut-être l'un des traits caractéristiques du monde politique dans lequel nous sommes jetés. Tout serait très simple s'il y avait toute la justice d'un côté, tous les droits dans telle classe et non pas dans telle autre, tous les droits d'un côté et une absence de droit de l'autre. En réalité, la justice souffre passion. Ce qui fait qu'il y a un drame algérien, qui risque d'être tragique, c'est que la raison et la justice se trouvent partagées. Et c'est un partage qui est infiniment plus cruel et plus dramatique même que les horreurs dont la guerre a été l'occasion.

Il me semble que la vocation des hommes que nous sommes est d'être sensibles à cette passion de la justice, de l'assumer. C'est un personnage de Shakespeare qui dit : "Le monde va de travers. Suis-je désigné pour le remettre droit ?" Eh bien, il ne faut pas faire la réponse découragée de l'Hamlet de Shakespeare, mais il faut dire : "Oui, je suis désigné, nous sommes tous ensemble désignés pour remettre ce monde droit et pour subir, pour sentir la passion de la justice". On dit souvent que nous

Suite page 14

Oui, encore et toujours de l'inédit...
Extraits des procès-verbaux des réunions du Groupe MRP en février et mars 1947

LE PROBLÈME ALLEMAND
LA CRISE INDOCHINOISE

JANVIER 1947

Prière de se reporter à notre noméro 72, page 20.

MARDI 4 FÉVRIER

A la réunion du Groupe du 4 février, **Maurice Schumann** fait un compte rendu sur **le voyage qu'il vient d'effectuer aux Etats-Unis.**

Deux grandes idées dominantes chez les Américains :

- un anti-communisme sommaire, simpliste et fébrile ;
- une sorte d'ivresse de puissance, de complexe de supériorité.

Ils estiment qu'ils offrent au monde un exemple de civilisation absolument supérieure. Pour eux, le problème allemand ne se pose plus, l'Allemagne ayant été définitivement vaincue par les U.S.A. Les Français paraissent les importuner en posant des questions qu'ils estiment résolues.

Le sujet de la **Conférence de Cleveland** peut être formulé ainsi : **qu'est-ce que le monde attend de l'Amérique ?**

En fait, les différentes nations conviées ne semblent pas avoir intéressé l'Amérique, car trop souvent, l'Italie en particulier, elles se sont présentées avec un sentiment de crainte. L'Angleterre elle-même a fait preuve d'un complexe d'infériorité, de crainte et de rancune.

L'U.R.S.S avait refusé sa participation.

Les Etats-Unis ont renoncé à l'isolationnisme politique mais pas à l'isolationnisme économique. En fermant leurs portes aux importations, ils risquent de tomber à plus ou moins long terme dans une crise semblable à celle qu'ils connurent en 1929 avec 15 millions de chômeurs.

Le droit au travail n'est toujours pas résolu aux U.S.A. et il semble nécessaire qu'on y vienne à une synthèse du capitalisme et d'un certain socialisme.

Il faut organiser le commerce mondial et, pour y parvenir, il faut aborder ce problème sur le plan politique.

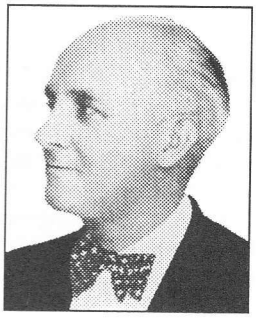
Problème allemand. Les Américains ne peuvent pas voir le problème allemand sous le même angle que nous. Pour eux, l'internationalisation de la Ruhr signifierait l'arrivée des Russes sur le Rhin...

Il est cependant clair que l'on ne peut pas parvenir au désarmement sans l'internationalisation de la Ruhr. Il faut donc choisir entre deux politiques : ou interdire aux Russes l'accès à la zone anglo-américaine et ne pas vouloir pénétrer dans la leur ou en venir à une interpénétration des différentes zones, c'est-à-dire à un contrôle international non seulement sur la Ruhr mais également sur le Danube...

En formulant cette conclusion devant ses auditeurs américains, Maurice Schumann voulait leur rappeler qu'ils possédaient les moyens de faire respecter leur volonté car on ne parle pas de la bombe atomique aux U.S.A. même si on y pense beaucoup.

La vocation du MRP. A Cleveland, l'orateur a également parlé du MRP qu'il a pu définir comme l'obstacle à la coupure de la France et à la coupure du monde. Le MRP représente en effet l'effort d'un peuple pour s'échapper du dilemme "marxisme ou capitalisme" et pour trouver une troisième voie.

Maurice Schumann
né le 10 avril 1911 à Paris
journaliste, porte-parole de la France Libre
député du Nord



Jean-Jacques Juglas
né le 10 juin 1904 à Bergerac (Dordogne)
professeur agrégé d'histoire
député de Paris

André Monteil
né le 15 août 1915 à Juillac (Corrèze)
professeur agrégé de lettres,
député du Finistère

A la Libération, le Général de Gaulle a su galvaniser les forces françaises du travail et de l'union mais, depuis qu'il s'est retiré de la scène politique, personne ne peut douter du rôle que le MRP a continué à jouer dans ce sens...

La naissance d'un troisième parti est hautement souhaitable aux Etats-Unis et le MRP peut et doit servir de modèle.

Albert Gortais, secrétaire général adjoint du MRP, expose l'enjeu du congrès national que le MRP tiendra en mars.

Le MRP a besoin, en effet, d'une définition exacte de sa doctrine politique et de son programme.

Notre attitude, qui a été le plus souvent défensive depuis le début, deviendra alors conquérante ; nous avons davantage remporté des victoires dans l'action plutôt que dans le domaine des idées politiques.

Le pays a vu en nous un grand Mouvement, jeune, dynamique, honnête, mais ce sont des sentiments plus que la raison qui ont fait le succès du MRP et c'est insuffisant. Il faut maintenant tracer une ligne générale de notre conduite et

montrer que nous ne sommes pas seulement une cote mal taillée entre la droite et la gauche mais que nous avons notre propre ligne politique...

JEUDI 6 FÉVRIER

La crise indochinoise

Exposé introductif de **Jean-Jacques Juglas,** professeur agrégé d'histoire, député de Paris.

Point de départ : le 9 mars 1945, jour où l'administration française cesse d'exercer ses responsabilités au profit des Japonais, qui apportent leur appui aux groupements nationalistes locaux.

Le gouvernement du Viêt-minh prend le pouvoir, avec l'aide des Japonais en août 1945. Il compte des communistes, des trotskystes, des socialistes et des chrétiens.

L'accord du 6 mars 1946 reconnaît le Viêt-Nam comme "Etat libre" et non pas "indépendant". Cette différence alimente les discussions qui ont lieu ensuite, en 1946, à la **Conférence de Dalat** puis à la **Conférence de Fontainebleau.**

Quelles sont les cartes de la France aujourd'hui ?

1° la crainte de l'impérialisme annamite dans les populations ;

2° l'autonomie de la Cochinchine, qui n'est pas aussi solidaire du Nord qu'on le dit habituellement ;

3° les positions des partis concurrents du Viêt-minh : parti pro-chinois, parti nationaliste, parti monarchiste ;

4° divisions dans le Viêt-minh.

Un élément dangereux pour la France : l'attitude de certains partis politiques français (voir l'article de Rosenfeld dans "Le Populaire").

La situation militaire. Elle n'est pas catastrophique, en ce sens que c'est celle à laquelle nous nous attendions en cas de conflit armé. Ne pas oublier que le pays s'allonge sur 1 500 kilomètres.

La situation diplomatique. Le jeu de l'URSS est assez subtil. Le pays ne représente pas pour elle un élément tellement important et le Viêt-minh n'est pas tellement orthodoxe du point de vue communiste. Quant à la Chine, il y a plusieurs capitales chinoises, en dehors des milieux gouvernementaux. Il y a des Chinois qui songent à reprendre le mouvement pan-jaune, il y en a d'autres qui font le trafic d'armes avec le Viêt-Nam. Il y a également plusieurs politiques américaines, qui ont une influence considérable. Il y a d'innombrables associations, notamment féminines, qui font preuve d'un humanutarisme peu opportun vis à vis du Viêt-Nam.

Eléments d'une politique efficace :

1° Action militaire, qui doit s'exercer notamment dans la région de Hué et au Tonkin.

2° Action politique, à mener sur les bases suivantes :

a) garantie française indispensable pour maintenir l'ordre,

b) reconnaissance d'une certaine autonomie au pays.

Les bases d'un programme. Conserver les bases des Accords du 6 mars et prévoir la création d'Etats indépendants dans le cadre de la Fédération indochinoise et de l'Union française.

Les ambassadeurs de ces Etats ne pourraient représenter que l'Union française.

Ces Etats pourraient avoir des armées nationales encadrées par les forces françaises.

Sur ces réformes, nous avons promis un référendum aux habitants de ces pays. Nous devons le faire.

Interventions dans le débat à la réunion du Groupe

D'après **Max André**, conseiller de l'Union française, les élections indochinoises de janvier 1946 ont été une plaisanterie. Le prestige personnel de Ho Chi Minh a joué mais d'autres facteurs ont eu leur effet et presque partout les candidats ont été élus à la quasi-unanimité.

Avec qui traiter ? En mars 1946, le Viêt-minh était la seule force organisée, il tenait le pouvoir, mais on ne sait pas ce qu'il va devenir. Il va probablement éclater. Beaucoup de ses éléments vont disparaître. Les gens avec qui nous traiterons, il faudra les choisir selon le vœu des populations autochtones. Il nous faut des personnalités ayant un support dans l'opinion populaire et non pas des fantoches. Nous ne pouvons pas traiter avec les auteurs des massacres du 19 décembre mais il ne faut pas dire a priori : «Nous ne traiterons pas avec Ho Chi Minh». Celui-ci a un prestige considérable et incontestable. Il a été fidèle à ses idées et, à cet égard, il a droit à notre respect.

Pour que nos engagements soient tenus, nous dirons : «Voici nos conditions». En définitive, il est préférable de traiter avec le Viêt-minh sur la base d'une politique de fermeté que de traiter avec des fantoches sur la base d'une politique de faiblesse.

Quoi qu'il en soit des Accords du 6 mars, ceux-ci ont permis aux troupes françaises de reprendre pied au Tonkin et en Annam et ils ont permis de sauver 25 000 Français enfermés dans Hanoï.

André Monteil (Finistère) donne des précisions sur la **situation militaire.**

Au début des hostilités, nous avions en Indochine 75 000 hommes. A Hanoï, il y en avait 7 500. Ces 75 000 hommes étaient incapables de faire de l'occupation spatiale. Ils ne pouvaient que tenir des points stratégiques.

En face : des armées bien organisées de 35 à 50 000 hommes, à qui s'ajoutent des milliers de francs-tireurs.

Nous avons l'avantage de l'armement, mais notre matériel est plus ou moins détérioré. L'armée du Viêt-Nam a des armes légères qui proviennent en grande partie des surplus américains.

Ce qui est grave, à l'heure actuelle, c'est le problème des effectifs acheminés là-bas. Il convient de se demander s'il n'y aurait pas lieu d'associer toute la Nation à l'effort militaire et de garder la classe 46 sous les drapeaux...

MERCREDI 12 FÉVRIER

Conclusions du débat ouvert le 6 sur la crise indochinoise

Elles sont rapportées par Jean-Jacques Juglas, après une réunion commune des députés MRP membres des commissions de la Défense nationale et des Territoires d'outremer.

1° Notre situation militaire s'améliore en ce moment mais il nous faut encore un effort très important. Le problème paraît être de cloisonner certaines zones et de les réduire successivement, peut-être d'abord au point de vue politique en résolvant le problème des hommes. Le problème des trois "kys" est lié au problème militaire. Il est préférable qu'il n'y ait pas dans le futur d'union réelle, sauf sur le plan culturel.

2° Utiliser au maximum les fonctionnaires et les agents qui connaissent bien le pays et qui... ?

3° Accorder une vaste autonomie aux territoire qui nous sont restés fidèles : Cambodge, Laos, Cochinchine (au sujet de ce dernier, soyons prudents dans la défense de l'Amiral).

4° N'accepter que les hommes qui respecteront les vrais principes démocratiques (liberté religieuse et politique) et les principes de la Fédération indochinoise et de l'Union

française. Négociations nouvelles avec des personnalités valables.

5° Représentation le plus tôt possible des pays autonomes au sein de l'Union.

Retour à la monarchie ? L'idée existe et sa réalisation pourrait être une bonne solution.

Le Groupe MRP admet ces cinq points et désigne Maurice Schumann pour intervenir en son nom en séance publique dans le débat sur l'Indochine.

MERCREDI 19 FÉVRIER
à 17h 45

Réunion du Groupe MRP sous la présidence d'Henri Lespès avec la participation de Georges Bidault sur ***le problème allemand*** *; 112 députés présents.*

En préambule, un exposé de Marc Scherer sur le problème sarrois : l'objectif est le rattachement économique de la Sarre à la France.

Sur l'Allemagne, les propositions françaises vont dans le sens d'un fédéralisme allemand très poussé. Sont-elles tenables sur la scène internationale ?

Réponse par ***Georges Bidault****, ministre des Affaires étrangères.*

Il insiste sur sa position personnelle et déclare qu'il refuse d'envisager autre chose que les revendications telles qu'elles ont été posées. Il se refuse à parler de repli ou de recul...

L'unité économique allemande a été admise par la France au lendemain de la Conférence de Potsdam alors qu'elle repoussait la centralisation administrative. Nous représentons ainsi la position la plus avancée dans le sens du fédéralisme puisque nous repoussons tout parlement central allemand. Nous admettons simplement un corps de délégués auprès des différents Etats.

Pour la Ruhr, le détachement économique aboutit à faire triompher les intérêts des pays alliés sur les pays germaniques.

Deux principes essentiels doivent diriger notre action :

1° Etablir une digue contre le déferlement germanique - et cette digue c'est le bloc occidental - en nous appuyant sur tous ceux dont la civilisation est semblable à la nôtre.

2° Nous ne devons rien céder sur ce que nous avons besoin d'avoir : détachement territorial, réparations, sécurité définitive.

Ces deux principes, pris dans leur intégralité, paraissent incompatibles.

Le Gouvernement Blum a créé une novation avec une promesse écrite de signer une alliance avec la Grande-Bretagne. Personnellement, Georges Bidault avait envisagé, auparavant, de préciser nos conditions préalables à cette alliance mais il constate que désormais la France est liée par les engagements pris.

Nos chances résident dans les conflits qui opposent les autres et aussi dans le bon sens de nos propositions, les seules qui soient constructives...

En ce qui concerne la Russie, on sent qu'elle se raidira sur ses positions pour ne pas lâcher trop.

L'Angleterre transforme son Empire et son nouvel Empire c'est la Ruhr.

L'Amérique compte une forte proportion de germano-américains et d'italo-américains ; elle cherche à se retirer de sa zone d'occupation en nous promettant de venir à notre secours en cas de besoin.

Il faut profiter du temps, profiter des fautes des autres, les attendre ; c'est à notre tour d'être aux enchères...

Des questions sont posées à Georges Bidault. Voici ses réponses.

Fédéralisme européen. Il y a quatre Europes : la Grande-Bretagne et son Empire, les nations occidentales, le bloc oriental, l'Allemagne. Il n'y aura pas d'Europe demain sans l'intégration de l'Allemagne. Pour le moment, il y a l'incertitude. Nous devons à chaque instant adapter notre attitude aux circonstances. Nous n'avons pas de motifs pour ne pas persévérer dans la voie des ententes. Il y a déjà une entente avec le Grande-Bretagne et la Russie ; des jalons ont été posés avec la Tchécoslovaquie.

Sarre. La France ne cherchera pas à nuire à l'économie sarroise, bien au contraire. Il est envisagé de laisser aux Sarrois la gestion des mines. La question ne soulevera pas de grandes difficultés ni internationales ni locales.

Alliance avec l'Angleterre. Un traité a été signé dont il n'est pas possible de se dégager - les conséquences dépendent de la nature des choses - mais ce n'est pas à cause de cette

LA CRISE INDOCHINOISE

- 1er avril - 11 mai 1946 : conférence de Dalat avec Giap et Max André, membre du cabinet d'Edmond Michelet, ministre des Armées.
- 20 juin : arrivée d'Ho Chi Minh en visite officielle en France.
- 6 juillet - 10 septembre : conférence de Fontainebleau.
- 16 septembre : Ho Chi Minh embarque à Toulon pour regagner l'Indochine.
- 18 octobre : l'amiral Thierry d'Argenlieu reçoit Ho Chi Minh à bord du Suffren en rade de Cam Ranh.
- 28 octobre : Ho Chi Minh convoque l'Assemblée Nationale du Viet-Nam ; 291 députés sont présents sur 444 élus, 150 ayant disparu.
- 9 novembre : à la fin de la session, il ne reste que 2 membres de l'opposition .
- 20 novembre à Haïphong, les milices Viêt-minh, Tu Ve, ouvrent le feu sur les marins français.
- 22 novembre : les milices Tu Ve recommencent à tirer. On apprend qu'à Lang Son, le matin même, un détachement français enquêtant sur un charnier japonais est tombé dans une ambuscade.
- 23 novembre : à l'issue d'un ultimatum non respecté par le Viêt-minh, le Colonel Dèbes fait bombarder Haïphong par les navires et les avions français.
- 28 novembre : les Français contrôlent Haïphong et sa périphérie.
- 19 décembre : Ho Chi Minh et son gouvernement quittent Hanoï au début de l'après-midi. A 19h55, l'artillerie viêt-minh ouvre le feu. L'usine électrique saute. Il y a 43 personnes massacrées (dont 11 femmes violées et torturées) et 200 otages enlevés. Sainteny, représentant du Gouvernement français, est blessé (sa voiture saute sur une mine). Le Viêt-minh a déclenché des attaques également dans le Delta et dans le Centre-Annam.
- A Paris, l'amiral Thierry d'Argenlieu est critiqué. Au gouvernement, on le dit indiscipliné et pro-de Gaulle. Il est remplacé en mars par Emile Bollaert dans ses fonctions de haut-commissaire de France en Indochine. Celui-ci arrive à Saïgon le 1er avril.

(D'après le "Quid 1996", page 1361)

LES MINISTRES MRP DANS LES CABINETS PAUL RAMADIER

Constitué le 22 janvier 1947, le cabinet Paul Ramadier (SFIO) a été remanié deux fois : le 4 mai en raison de l'éviction des ministres communistes, puis le 22 octobre.

Démissionnaire le 19 novembre 1947, il a expédié les affaires courantes jusqu'à l'installation du premier cabinet Schuman, le 24 novembre.

Voici les membres du MRP qui en ont fait partie :

- Pierre-Henri Teitgen, ministre d'Etat, vice-président du Conseil, puis ministre des Forces armées à partir du 22 octobre.
- Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères.
- Paul Coste-Floret, ministre de la Guerre, alors que François Billoux (communiste) est ministre de la Défense nationale, jusqu'au 22 octobre.
- Robert Schuman, ministre des Finances.
- Jean Letourneau, ministre du Commerce jusqu'au 11 août ; ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, à partir du 9 mai, puis secrétaire d'Etat à partir du 31 octobre (dans un grand ministère des Affaires économiques, des Travaux publics, de la Reconstruction et de l'Urbanisme, confié à Jules Moch).
- Robert Prigent, ministre de la Santé publique et de la Population, à partir du 9 mai.
- Joannès Dupraz, sous-secrétaire d'Etat à l'Armement, à partir du 31 octobre.

alliance que nous changerons nos positions.

Rhénanie : détachement territorial avec occupation française jusqu'à la hauteur de Cologne pour un temps indéfini. L'Etat rhéno-westphalien n'a jamais existé.

Fragmentation de l'Allemagne. Pas de découpage prévu. C'était le meilleur moyen de nous mettre tout le monde à dos. Le découpage sera faisable mais il faudra donner les moyens de vivre aux Etats ainsi découpés.

VENDREDI 21 FÉVRIER
11 heures

Présidence d'Henri Lespès ; 92 députés présents.

Le président donne lecture d'une lettre de Robert Lecourt, qui démissionne de ses fonctions de président du Groupe pour ne pas avoir obtenu de ses collègues la discipline de travail qu'il avait réclamée dès le 27 juin 1946.

Discussion. **Maurice Schumann** note que le mandat de député est pratiquement incompatible avec le mandat de maire d'une commune importante.

Robert Lecourt accepterait de revenir sur sa démission aux conditions suivantes :

- pleine autorité du Bureau du Groupe pour l'application des décisions prises ;
- avertir chaque mois les fédérations départementales MRP des absences non motivées de leurs députés ;
- revoir cas par cas la désignation des responsables d'atelier (chaque atelier regroupe les membres MRP de chaque commission de l'Assemblée) ;
- intransigeance sur les indisciplines de vote.

MARDI 25 FÉVRIER
à 14 heures

Le Groupe accepte l'apparentement de Ben Taieb, député d'Alger, qui restera jusqu'à la fin de sa vie fidèle au MRP et à la France.

MERCREDI 26 FÉVRIER

Débat sur l'élaboration des conventions collectives du travail et la **représentativité des centrales syndicales,** sous la présidence de Robert Lecourt.

Participation de **Pierre-Henri Teitgen**, ministre d'Etat, vice-président du Conseil (Gouvernement Paul Ramadier), qui a menacé le Conseil des ministres d'un retrait des ministres MRP si les propositions d'Ambroise Croizat, ministre communiste du Travail et de la Sécurité Sociale, étaient acceptées. Elles auraient pour effet d'assurer un quasi-monopole de la représentativité à la CGT.

Robert Schuman, ministre des Finances, a été saisi par les différents ministères de demandes de crédits qui, au total, entraîneraient un **déséquilibre** du budget.

- Si les suppressions de postes ne sont pas effectuées par chaque ministère, annonce-t-il, elles seront faites d'autorité par le Gouvernement.

Débat également sur la composition du Conseil National Economique (futur Conseil Economique et Social), la revalorisation des salaires (le "minimum vital" serait fixé à 7680 francs), le ravitaillement (dans le domaine de la viande, nous disposons de 60 à 65% de nos besoins), la crise de la marine marchande, la crise de la presse...

Suite à une décision de la Commission exécutive, le nouveau Groupe paysan constitué à l'Assemblée restera séparé du Groupe MRP.

EN MARS 1947

Le Groupe MRP tient onze réunions en mars 1947.

C'est le mois où se noue une crise politique au sein du Gouvernement et de sa majorité en raison de l'attitude du Parti communiste dans la crise indochinoise.

Une attitude apparemment hésitante au début mais qui va se préciser et se raidir jusqu'à obliger le socialiste Paul Ramadier, au début de mai, à exclure les ministres communistes de son cabinet...

A la réunion du 5 mars, Le Groupe (94 présents) est informé des délibérations qui ont eu lieu le matin même au Conseil des ministres.

L'Amiral Thierry d'Argenlieu, haut-commissaire de France, sera remplacé par Emile Bollaert.

En ce qui concerne la politique en Indochine, le Gouvernement, à l'exclusion de Maurice Thorez, a approuvé les principes suivants :

1° Les opérations militaires doivent continuer jusqu'à ce qu'on nous demande des négociations.

2° M. Paul Ramadier a rappelé l'article 68 de la Constitution : le Gouvernement de la République assure la diplomatie et la

sécurité de tous les territoires groupés dans l'Union française. Il s'ensuit qu'est irrecevable toute proposition tendant à laisser croire qu'un Etat indochinois pourrait avoir droit à une armée autonome et à une diplomatie autonome ; quant à l'administration intérieure, nous sommes prêts à leur céder.

3° Union des différents pays indochinois : nous ne l'empêcherons pas si elle est volontaire, mais nous nous opposerons à toute union qui serait faite sous la contrainte.

Un débat a lieu.

Selon **Pierre-Henri Teitgen,** il faut que nos adversaires reconnaissent que militairement la décision appartient à la France... Il importe que la question soit réglée le plus rapidement possible après avoir fait la démonstration de notre force. Le problème est de savoir avec qui on va négocier et, si l'on trouve quelqu'un, de savoir s'il est représentatif.

Maurice Schumann souligne trois points.

1° Quel est le caractère représentatif du Gouvernement d'Ho Chi Minh, dont les membres ont été peu à peu dispersés entre le 6 mars et le19 décembre 1946, sauf ceux qui appartiennent au Parti communiste...

2° Notre intérêt évident est qu'il y ait dans la France d'Indochine le plus de pays possibles.

3° Il est indispensable d'obtenir une décision militaire avant la fin de juin et de faire porter l'effort sur la prise d'Ho Chi Minh et des chefs.

Pierre-Henri Teitgen répond. Actuellement, il n'y a pas de Gouvernement Ho Chi Minh en Indochine, il y a l'anarchie. Il serait toutefois stupide d'éliminer Ho Chi Minh à première vue comme négociateur possible, étant donné qu'on n'a aucune preuve de sa responsabilité. Il est certain qu'un objectif à poursuivre à l'heure actuelle est la prise d'Ho Chi Minh, mais cela ne doit pas nous amener à retirer nos troupes de Cochinchine où la situation militaire est particulièrement dure.

Les **6 et 11 mars,** le Groupe délibère sur un projet visant à modifier les statuts du MRP, afin de faire baisser certaines tensions qui existent entre les militants (au niveau des fédérations départementales) et les députés ainsi qu'entre les députés et les ministres.

Le **12 mars,** on étudie le statut à donner aux entreprises nationalisées, le mode de fixation du prix du blé et l'on entend **Jean Letourneau,** ministre du Commerce, sur son programme d'assainissement et de développement des professions commerciales, industrielles et artisanales.

- J'essaierai de pratiquer une politique de prestige vis-à-vis des commerçants, dont la clientèle est convoitée à l'heure actuelle par le Parti radical, déclare le ministre.

Il annonce sa volonté d'arrêter la création de nouveaux commerces de forains, dont certains, installés récemment, sont des spécialistes du marché noir.

Dans le débat qui suit, on parle aussi du marché des surplus américains, où l'on relève des abus.

Deux sujets très importants à la réunion du **18 mars : le budget de 1947** et, de nouveau, **la crise qui se noue sur l'Indochine entre le Gouvernement et le Parti Communiste.**

Exposé du projet de budget par **Charles Barangé** : de 580 à 600 milliards de francs, résultat d'une compression des dépenses civiles et militaires (440 et 160).

Selon **Pierre Abelin** (Vienne), les demandes des états-majors sont supérieures à 160 milliards... On pourrait toutefois ramener les effectifs d'occupation en Allemagne à 45 000 ou 50 000 hommes.

Pour **André Monteil,** il est impossible de prendre des mesures décisives dans la situation gouvernementale actuelle.

De l'avis de **Lionel de Tinguy du Pouët** (Vendée), le budget est présenté en équilibre grâce à un tour de passe-passe ; une partie du budget extraordinaire devrait se trouver dans le budget ordinaire.

Edmond Michelet (Corrèze) demande que le Groupe traite ce problème en liaison avec Robert Schuman, ministre des Finances.

Indochine : le Groupe entend **Maurice Schumann,** qui doit s'exprimer en son nom en séance publique.

Il s'est efforcé d'éviter ce qui pourrait provoquer un incident. Il signale notamment que deux tendances existent au sein du Parti communiste, comme au sein de l'Internationale communiste, au sujet des questions orientales.

Ces deux tendances sont un des éléments qui dominent la conjoncture actuelle...

Il insiste sur la nécessité d'une solution rapide ; on a trop parlé de négociations. La première question est de savoir qui doit prendre l'initiative des négociations...

Le lendemain matin, mercredi 19 mars 1947, **la crise Gouvernement-PC s'aggrave** à la réunion du Conseil des ministres.

Pierre-Henri Teitgen, vice-président du Conseil, rend compte de cette évolution devant le Groupe (96 présents) réuni le même jour à 17 heures 30.

Il en résulte que deux solutions sont actuellement possibles en cas de crise ministérielle, expose-t-il : un ministère MRP autonome ou un ministère socialiste autonome. A son avis, un ministère autonome MRP serait peut-être le dernier ministère de la Quatrième République.

Le président du Conseil, Paul Ramadier, a décidé de poser la question de confiance devant l'Assemblée pour l'adoption des crédits militaires. Il considérera que les groupes qui n'auront pas voté la confiance ne font plus partie du Gouvernement.

Le terrain est bien choisi pour une rupture avec le PC, dit Teitgen, mais pas le moment.

Il évoque à ce propos la Conférence de Moscou sur l'Allemagne. Il semble finalement que l'on aille à un pacte à quatre, complété par un accord provisoire sur l'organisation politique et économique de l'Allemagne. La question de la Sarre serait tenue en dehors. Pas question de traité de paix...

Dans le cas où le Conseil des ministres refuserait à Ramadier de poser la question de confiance, les ministres MRP démissionneraient.

Une délégation du Groupe est nommée (le président et le secrétaire général du MRP, les présidents des deux groupes parlementaires et Pierre-Henri Teitgen) pour suivre l'évolution de la crise.

André Monteil demande que cette délégation ne prenne pas de demi-engagements au cours des prochains pourparlers.

Mais **Solange Lamblin** se dit favorable à un certain assouplissement de nos positions si c'est utile.

Soirée du 21 mars et journée du 22 mars : la crise Gouvernement-PC rebondit.

Le 21, à 21 heures, Maurice Thorez est allé voir Paul Ramadier pour lui dire :

1° le Parti communiste admet que ses ministres restent au Gouvernement ;

2° et, y restant, appliquent intégralement la politique gouvernementale, y compris sa politique indochinoise ;

3° ainsi, personnellement, il accepte de signer les instructions données à Bollaert (et établies par Ramadier, Marius Moutet et Teitgen).

A la réunion du Groupe MRP, le 22 mars, la question d'un

retrait des ministres MRP se pose de nouveau, compte tenu de la démarche de Thorez.

Jean Cayeux dépose une motion favorable au retrait. Il est appuyé par Marcel Poimbœuf, Guillant, Alfred Coste-Floret...

D'autres députés MRP se prononcent contre la motion :

• **Solange Lamblin :** le MRP ne doit pas prendre l'initiative de renverser le Gouvernement, ce que le PC n'a pas voulu faire lui-même ;

• **Abbé Gau** (Aude) **:** qui regrette que l'on n'ait pas flétri davantage la colonisation au lieu de parler de divisions aéroportées ;

• **Paul Coste-Floret :** qui voit le Gouvernement par terre ; sa survie ne pourrait être qu'éphémère ; il n'appartient pas au MRP de prendre l'initiative de la crise ; il faut répéter que nous restons au gouvernement sur des idées, sur un programme ; tant que ces idées et ce programme demeurent, nous resterons fidèles au contrat ;

• **André Noël** (Puy-de-Dôme) : le MRP n'a pas le droit de faire du problème indochinois un simple prétexte pour rompre la solidarité gouvernementale. Paul Ramadier et Marius Moutet (ministre de la France d'outre-mer) font une politique indochinoise extrêmement courageuse étant donné le point de vue de leur parti ;

• **André Monteil :** le retrait n'est pas opportun aujourd'hui.

Mise aux voix, la motion de Jean Cayeux est repoussée par 64 voix contre 25 (100 députés présents).

Retour à l'examen des textes législatifs lors de la réunion du Groupe du 25 mars, notamment au texte modifiant **la législation sur les loyers,** avec **Jean-Louis Grimaud** (Isère). Et suite de ce retour le 26 avec le ravitaillement en viande et **l'affaire Joanovici.**

En outre, le 26, communication de **Pierre-Henri Teitgen** sur ce qu'on appelle **le complot des soutanes.**

Il est intervenu à la réunion du Conseil des ministres tenu le matin même pour protester contre la confusion que l'on tente d'établir entre les religieux coupables (de collaboration), qui doivent être punis, et le reste du clergé. Il a protesté notamment contre la perquisition opérée dans le bureau du Père Riquet et a demandé que le ministre de l'Intérieur (Edouard Depreux) envoie une lettre d'excuses.

Légère détente - provisoire - dans la crise indochinoise : **Maurice Thorez vient effectivement de signer les instructions données à Bollaert...**

Le Groupe délibère ensuite sur l'affaire Hardy, sur le scandale que constitue la suspension de fonction de Luizet, grand résistant, sur l'internement de Dong Bac Mai à Djibouti (décidé par Teitgen, qui doutait de la sérénité du tribunal militaire de Saïgon, et contesté par Monteil)...

Dernière réunion du mois de mars 1947 : celle du 27 mars, qui est consacrée à la discussion de la proposition de **Robert Bichet** sur les **messageries de presse.**

* * *

Suite de la page 8 (Etienne Borne)

sommes, les hommes, des cas de conscience et l'on se moque de nos coeurs déchirés. Nous voulons ceci, mais nous voulons cela, qui paraît bien souvent le contraire de ceci. Eh bien, c'est parce que nous vivons cette passion de la justice dans son sens le plus profond du mot. Les grands problèmes sont ceux en effet qui nous divisent le plus au-dedans et parce que nous les comprenons profondément. Donc il faut que nous croyons ces hommes de passion, dans les deux sens du mot : dans l'élan, dans l'enthousiasme et dans le courage, dans la mesure où nous prenons sur nous ce que j'appelais la passion de la liberté et de la justice.

Jour après jour, être des hommes libres et des hommes justes

Il est vrai que dans ce que j'appelais le combat entre l'homme tragique et l'homme démocratique, nous sommes vulnérables et désavantagés. Et si l'on s'en tient à une sorte de réalisme brutal, il semble que nous soyons condamnés à perdre la partie parce que nous sommes désarmés. C'est un mot du Curiace de Corneille : "Je vous connais encore et c'est ce qui me tue". Ce n'est pas métaphore, Curiace sera vaincu parce qu'il y a en lui peut-être trop de tendresse humaine et le vainqueur sera celui qui dira : "Rome vous a nommé. Je ne vous connais plus". Mais justement, ce que nous pensons et croyons, c'est que si l'homme tragique paraît bien souvent être plus fort et plus armé que l'homme démocratique, ce n'est qu'une apparence. Et il s'agit, comme le disait Pascal (quoique ce fût pour lui un rêve impossible, mais c'est un rêve possible), de mettre ensemble la justice et la force. L'homme démocratique doit être appuyé à la vérité de l'Homme et à la vérité de l'Histoire. Ceci est fondamental. Si le pari démocratique n'était qu'un idéalisme inspiré par un désintéressement vague, en effet, on pourrait perdre coeur. Mais dans la mesure où ce pari démocratique est fondamentalement fondé sur une conception de l'homme, de l'homme libre fait pour être libéré, de l'homme qui a en lui l'idée de la justice et qui souffre la passion de la justice, cela n'est pas sans signification. Certes, la tâche que nous avons en ce monde n'est pas le tout de la tâche humaine, mais cette tâche est fondée sur la vérité de l'Homme et le sens de l'Histoire. Là où l'homme tragique, l'homme antidémocratique paraît l'emporter, il l'emporte toujours contre la vérité de l'Homme et l'on peut toujours espérer que cette vérité sera plus forte que les systèmes antidémocratiques. Si bien que, et ce sera le dernier mot que je vous proposerai, en m'excusant d'avoir dû trop improviser ces quelques propos, je dirai simplement que le problème de fond n'est pas de savoir ce que c'est en soi que la justice et que la liberté. En un sens, ces mots sont trop lourds pour nous. Il y a un infini, il y a un absolu dans la liberté et dans la justice. Mais l'essentiel, c'est de tâcher d'être jour après jour des hommes libres et des hommes justes. Il faut l'être dans la vie politique, mais on ne peut l'être d'une manière profonde et vraie que dans la mesure où il y a dans le monde des valeurs qui valent mieux que la politique et qui sont inspiratrices de la politique elle-même.

Encore et toujours de l'inédit...
Extraits des procès verbaux des réunions du Groupe MRP en août, septembre et octobre 1946

QUAND DE GAULLE FAISAIT TRANSMETTRE AU GROUPE MRP SES "EXIGENCES" SUR LA FUTURE CONSTITUTION...

A LA DEUXIÈME ASSEMBLÉE CONSTITUANTE
AOÛT 1946

Au mois d'août 1946, le Groupe MRP tient huit réunions.
A l'ordre du jour :
- le relèvement des traitements des fonctionnaires,
- les naturalisations,
- le vote familial et la loi électorale,
- le statut du fermage,
- et, bien sûr, la Constitution.

Ministre des Finances, **Robert Schuman** a prévu une forte augmentation des **traitements des fonctionnaires.** Georges Bidault, président du Conseil, la ramène à 25% (des traitements bruts). Néanmoins, plusieurs députés MRP regrettent que l'on n'ait pas augmenté autant les salaires. C'est ce que font observer à la séance du 2 août : **Joseph Dumas, Georges Coudray, Pierre Dominjon...**

Georges Bidault répond :

"40% d'augmentation du budget correspondant, c'était quelque chose que nous ne pouvions pas admettre. Nous avions dit "non" aux agriculteurs, "non" aux ouvriers, "non" aux patrons, ce devait être la même chose pour les fonctionnaires... En outre, le projet Schuman permettait de rouvrir l'éventail des traitements. Ce n'est pas le moment. J'ai dit : "Losqu'on est dans un désert, l'ingénieur et le manœuvre sont sur le même pied". Nous avons tenu contre la CGT et contre la CGA ; il n'y a pas de raisons qu'on ne tienne pas contre les fonctionnaires... Il eût été agréable de pouvoir dire : "Nous allons donner 40%, parce que c'est un ministre de nos amis qui le propose", mais c'eût été entrer dans un cycle infernal".

Naturalisations : il n'y en a pratiquement pas eu durant l'occupation mais les services de **Robert Prigent**, ministre de la Population, travaillent actuellement sur 200 000 dossiers.

A la réunion du Groupe du 6 août, le ministre expose les critères qui seront retenus de préférence pour accorder la nationalité française à ces 200 000 demandeurs :
- s'être distingué par des faits de guerre,
- avoir 3 enfants à charge,
- être ouvrier et mineur.

Nombre de naturalisations accordées en juin 1946 : 2 157.

Vote familial

Faut-il donner un droit de vote supplémentaire au chef de famille ? C'est Joseph Delachenal, avocat, député indépendant de la Savoie, qui le propose.

Le Groupe MRP en discute le 21 août.

Plaident pour l'introduction du vote familial dans la loi électorale : **Louis Siefridt** (Seine-Maritime), **Vauthier**

Paul Coste-Floret
né le 9 avril 1911 à Montpellier
professeur à la Faculté de Droit
député de l'Hérault

Jean-Paul Palewski
né le 19 juillet 1898 à Paris
avocat
député de la Seine-et-Oise

Paul Hutin-Desgrèes
né le 21 octobre 1888
à Boevée-sur-Barboure (Meuse)
directeur d'Ouest-France
député du Morbihan

Edmond Michelet
1899-1970
ministre des Armées
en 1945 et 1946

Georges Coudray
né le 2 juin 1902 à Evran (Côtes- du-Nord)
pharmacien
député de l'Ille-et-Vilaine

(Réunion), **Jean-Paul Palewski** (Seine-et-Oise), **Daniel Boisdon, Maurice Schumann** (Nord)... Se prononcent contre **Marc Sangnier** (Paris), **Germaine Poinso-Chapuis** (Bouches-du-Rhône), **Robert Prigent** (Nord), **André Denis** (Dordogne)...

On vote : 82 pour, 37 contre.

Vote préférentiel et panachage

Faut-il introduire ces rectificatifs dans le sytème de la liste bloquée des candidats présentés par un parti ?

Débat au Groupe MRP le 30 août.

Le vote préférentiel est écarté par 57 voix contre 22 ; le panachage est lui aussi écarté par 50 voix contre 18 et 5 abstentions.

SEPTEMBRE 1946

Sujet essentiel du mois : la dernière étape dans la rédaction de la nouvelle Constitution.

Principaux acteurs hormis les membres du Gouvernement : le socialiste André Philip, président de la Commission de la Constitution, le MRP Paul Coste-Fleuret, rapporteur, le socialiste Vincent Auriol, président de l'Assemblée Nationale... et, officieusement, dans la coulisse, le Général de Gaulle, qui confie ses souhaits à Jean-Paul Palewski, député MRP de Seine-et-Oise.

Le texte qu'adopte jour après jour la Commission ne fait pas l'unanimité dans la majorité tripartite. Aussi Vincent Auriol s'attribue-t-il une mission de concertation et de conciliation qui le conduit à formuler toute une série de textes transactionnels, dont beaucoup vont être retenus par le MRP et par l'Assemblée.

Principaux sujets des débats : les pouvoirs du président de la République, l'investiture du président du Conseil par l'Assemblée, le droit de dissolution, la composition du gouvernement intérimaire qui suivrait une dissolution, les pouvoirs du Conseil de la République, son corps électoral (et la durée du premier Conseil en l'absence d'un corps suffisant de grands électeurs), la composition du Conseil supérieur de la magistrature...

Celui qui provoque le plus de difficultés, c'est le Conseil de la République : réserves fortes des communistes, hésitations et contradictions successives des socialistes, insistance du MRP, qui, finalement obtiendra satisfaction sur le principe de l'élection des conseillers de la République «dans le cadre des collectivités territoriales».

Sur les ***souhaits, demandes ou exigences prêtés au Général de Gaulle,*** *voici les extraits de la réunion du Groupe MRP du 18 septembre 1946 à 14 heures, tenue sous la présidence de Robert Lecourt.*

Jean-Paul Palewski se fait l'écho du malaise qui règne dans les couloirs. Il se présente en informateur et se propose de faire connaître au Groupe les exigences précises de de Gaulle au sujet de la Constitution. Celles-ci portent sur deux points essentiels, que le Général ne peut abandonner :

1° Révision de l'article 29 C, de telle sorte que le président de la République puisse nommer par décret à tous les emplois.

2° Suppression de la ratification par l'Assemblée du choix du président du Conseil, ce qui constitue selon lui une condition indispensable du régime parlementaire.

L'orateur ne pense pas que le Général veuille rompre à tout prix. Il estime que si nous sommes fermes, nous pourrons obtenir satisfaction des socialistes sur ces deux points.

Gatuing admet que l'on ne négocie pas à sens unique mais il pense que l'on peut sans déchoir et sans s'humilier discuter avec l'homme qui a permis en 1940 un nouveau départ de la France.

Marcel Poimbœuf remarque que de Gaulle a toujours pris ses positions sans jamais se soucier des inconvénients qui en résulteraient pour le MRP. Bien souvent ses attitudes ont été inopportunes. La politique est l'art du possible. Nous ne sommes pas aux ordres. Continuons à négocier sans chercher à savoir ce que pensera tel ou tel.

Maurice Schumann indique que nous n'avons pu nous dérober - et c'est normal - à tout contact recherché par de Gaulle et que nous n'avons pas manqué de prendre les informations nécessaires.

Jean Cayeux *veut bien donner un mandat pour négocier* mais non pour conclure.

Paul Hutin Desgrèes du Lou estime qu'il ne faut pas nous laisser impressionner par les sommations de droit divin.

Selon **Robert Lecourt,** il faut savoir ce que nous voulons. Allons-nous poser des exigences supplémentaires que nous n'avons jamais eues jusqu'à présent ? Notre maximum doit être le programme MRP. Schumann souligne d'ailleurs les améliorations obtenues sur la désignation du président du Conseil.

Helleu demande une fois de plus que nous considérions en face nos responsabilités.

Le Groupe décide finalement de faire confiance à ses négociateurs pour poursuivre le réalisation des six points fixés par la Commission exécutive.

Exposé sur l'ensemble du texte constitutionnel, le jeudi 26 septembre 1946, à 14 heures, par Paul Coste-Floret. Bilan positif pour le MRP. Adoption à l'unanimité. Adoption à l'unanimité confirmée le samedi 28 septembre à 14 heures. Le scrutin public en séance doit avoir lieu le 29.

Le dossier des **crédits militaires** fait l'objet d'un débat à la réunion du Groupe du 4 septembre.

Edmond Michelet, ministre des Armées, l'ouvre par un exposé, qu'il a demandé à faire en priorité devant le Groupe.

De prétendus dépassements d'effectifs et de crédits ont été portés à la connaissance du public par une certaine campagne de presse.

En fait, le ministre a été amené à admettre innocemment devant la Commission de la Défense nationale qu'au mois de juin il y avait 83 000 hommes en excédent sous les drapeaux. Or c'était là une situation exceptionnelle pour un mois donné. Réparti sur le budget annuel, cet excédent ne représenterait que 7 000 hommes par mois, ce qui est négligeable compte tenu des exigences du budget annuel, à savoir 400 000 hommes sous les drapeaux en fin d'année...

En ce qui concerne les crédits, le collectif budgétaire des Armées est, en pourcentage, inférieur au collectif civil et au collectif de l'armement.

La gestion des crédits est la meilleure possible. La valeur des casernes, terrains, vêtements et fournitures transférés au secteur civil représente un total sensiblement supérieur au montant du collectif des Armées.

En demandant à ses collègues de tenir secrète cette information, le ministre leur annonce qu'il va ordonner sous peu un dégagement assez important du cadre des officiers, qui touchera environ de 12 à 13 000 FFI...

Pour assurer le strict minimum des obligations militaires du pays (armée métropolitaine, occupation en Allemagne, contribution à l'ONU, police en Afrique du Nord et dans les territoires d'outre-mer, pacification de l'Indochine), il faut une armée de terre de 400 à 460 000 hommes et 110 000 hommes pour la marine et l'aviation . Certains réclament un service militaire court, mais une classe d'appelés fournit actuellement tout juste 225 000 hommes. Il faut donc bien trouver le reste en conservant des hommes au-delà de la

durée légale de service, ce qui se fait sans opposer la notion d'armée de métier à celle d'armée populaire.

Une véritable révolution a été réalisée dans les méthodes d'incorporation et d'instruction. Les expériences des dernières années (opérations militaires et vie au maquis) sont vraiment mises en application.

OCTOBRE 1946

Le Groupe MRP tient encore deux réunions, le 1er et le 3 octobre, avant le référendum qui va avoir lieu le 13 octobre (voir la chronologie des évènements du troisième trimestre 1946 dans notre numéro 72, page 20).

On y discute de la loi électorale, du ravitaillement, de l'indemnisation des dommages de guerre, sur un rapport de Georges Coudray (Ille-et-Vilaine).

On y apprend la démission (du Groupe) de Jacques Vendroux, beau-frère du Général de Gaulle, et l'inscription (au Groupe) du Docteur Paul Boulet, député de l'Hérault, maire de Montpellier, qui n'était jusque là qu'apparenté.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE ÉLUE LE 10 NOVEMBRE 1946

NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1946

Prière de se reporter à notre numéro 72, page 20.

Pour assurer financièrement l'avenir du bulletin LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DOUBLÉ

Sur la proposition unanime de son bureau et de son comité directeur, l'assemblée générale de l'Amicale du MRP, réunie le 5 juin 1997 au Palais du Luxembourg, a décidé à l'unanimité de doubler le prix de l'abonnement au bulletin à partir de l'exercice 1998.

Le nouveau tarif s'établit donc ainsi :

- Cotisation d'adhérent seule : 120 francs par an (inchangée).
- Abonnement seul : 100 francs par an.
- Cotisation et abonnement jumelés : 200 francs par an (une cotisation de 120 francs et un abonnement de 80 francs).
- Prix du numéro séparé : 30 francs.

B U L L E T I N

- d'adhésion à l'Amicale du MRP 133 bis rue de l'Université 75007 Paris (Tél. 01 47 05 84 51) : 120 francs.
- de renouvellement de cotisation (120 francs pour 1997 si ce n'est pas déjà fait ou pour 1998)
- d'abonnement au bulletin «Le MRP vous parle» (50 francs pour 1997 ou 40 francs pour les adhérents ; 100 francs pour 1998 ou 80 francs pour les adhérents).

Nom :_____ Prénom :_____

Adresse :_____ Tél. :_____

Ci-joint, pour 1998 :

— Cotisation seule : 120 francs.
— ou abonnement seul : 100 francs.
— ou cotisation + abonnement : 200 francs.

Rayez les mentions inutiles

Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de «Amicale du MRP»

ET SI L'ON PARLAIT DOCTRINE ?

- S'il vous plaît, un peu plus de doctrine dans notre bulletin «Le MRP vous parle», ont réclamé plusieurs participants à l'assemblée générale de l'Amicale tenue le 5 juin dernier au Palais du Luxembourg.

Pourquoi pas ? Encore faut-il s'entendre sur le sujet.

S'il s'agit de la doctrine que professaient les penseurs du MRP, notamment Etienne Borne à l'époque du MRP, le bulletin n'est pas défaillant : il publie régulièrement des textes qui marquèrent le parcours du MRP ; telle la conférence d'Etienne Borne de 1959 sur la Justice et la Liberté publiée dans le présent numéro. En revanche, s'il s'agit d'idées, des conceptions, des opinions et des croyances que professerait le MRP s'il existait encore, nous risquons d'avoir l'embarras du choix sans éviter la cacophonie. Tout en étant plus discrètes dans les médias, la pensée démocrate-chrétienne et la conception chrétienne dans l'action politique sont devenues une affaire plus individuelle, plus personnelle, si bien qu'on les trouve désormais éparpillées à travers la plupart des familles sociales et politiques. Alors lesquelles choisir sans entraîner un tourbillon de contestations, peut être parfois inamicales ? Mieux vaudrait un approfondissement objectif de notre foi commune.

Prenons l'exemple que nous offre cet exposé de 1959 où Etienne Borne traite longuement de la crise du socialisme et de la primauté de l'idée démocratique - elle est pour lui la seule source de toutes les vraies révolutions - sur toutes les théories.

En 1959, en France, le socialisme était représenté principalement par la SFIO. En 1997, trente huit ans après, tout est bien changé ! Pour tenir compte d'une longue et profonde évolution, marquée par des bouleversements dans les structures sociologiques et électorales françaises, à droite, au centre et à gauche, ne conviendrait-il pas de modifier quelque peu l'analyse d'Etienne Borne ? Dès 1965, six ans seulement après cette conférence, le leader socialiste de l'époque, Gaston Defferre, ne proposait-il pas au MRP l'union SFIO-MRP dans la Grande Fédération, à la faveur d'une concertation très ouverte, qui dura des mois, et dans laquelle les représentants du MRP n'étaient pas des hommes marqués à gauche ?

Cela dit, faut-il formuler une réponse négative à la question posée à l'assemblée générale de l'Amicale sur la place consacrée à la doctrine dans le bulletin ? Pas forcément. Pourquoi ne pas commencer par laisser la parole à nos lecteurs qui peuvent nous donner leurs propres témoignages sur la conception chrétienne dans l'action politique aujourd'hui ? Peut-être y trouverons-nous la direction vers la bonne parole...

Jacques Parini

Vos témoignages ? Oui, faites-les brefs, précis, exacts. Choisissez des témoignages sur des actions, des évènements, des situations, des contacts que vous vivez personnellement. Evitez la politique politicienne, qui n'intéresse pas nos lecteurs, évitez aussi la tentation de tout manifeste partisan pour ou contre telle ou telle formation politique actuelle. Donnez la préférence aux problèmes de société, comme viennent de le faire le million de jeunes venus participer, au mois d'août, aux Journées Mondiales de la Jeunesse.

La vérité, toute la vérité...

L'équilibre du budget de notre bulletin "Le MRP vous parle" est difficile à réaliser. Les abonnements de soutien, supérieurs au tarif minimal, sont donc les bienvenus...

A ceux de nos amis qui n'ont pas encore payé leur abonnement pour 1997, nous donnons un bon conseil : faites-le tout de suite ! Le jour où la caisse serait vide, le bulletin disparaîtrait et nous n'aurions plus les moyens de vous informer et de communiquer entre nous.

A tous nos amis : n'attendez pas que les mois passent pour régler votre abonnement pour 1998 ! Facilitez notre tâche, entièrement bénévole ! Merci.

MICHEL DEBATISSE
1929 - 1997

Jacques Mallet, Cyriaque Decamme, Monique Badénès et Josette Buchou ont représenté l'Amicale à la messe dite à sa mémoire le 25 juin 1997 en l'église Notre-Dame de la Gare (sa paroisse parisienne).

Extrait d'un entretien avec André Sère paru dans La Croix du 24 octobre 1984.

J'ai vécu dans une famille où Dieu était présent en permanence, où le soir on se mettait tous à genoux sur le sol en béton pour la prière...
Il y avait Noël. Quel événement ! Avant de partir pour la messe de minuit, mon père préparait un peu de foin, le meilleur, pour qu'au retour les animaux participent à la fête.
A sept ans, j'ai perdu un frère qui avait vingt ans. Ce fut une mort très rapide, il a dit à notre mère : "Il faudra avoir du courage, je prends le chemin le plus court pour aller vers Dieu"...
Dieu était présent, en famille, à la JAC. Et aux champs ! Un champ de blé, un de ces mille paysages si beaux que la nature crée d'elle-même, les matins et les soirs, cela vous jette devant Dieu.

C'est cette foi qui nous a permis d'aller aussi loin dans l'engagement. Il y avait aussi la messe. L'offrande des gerbes de blé et du raisin, puis du pain et du vin avec lesquels on allait communier au Christ, nous disait à quel point Dieu aime les hommes, la terre des hommes, leur travail.
C'était la découverte d'un amour. On n'allait pas à la messe pour faire plaisir aux parents ou au curé, on y allait pour un amour, pour une nourriture, pour bâtir ensemble un monde fraternel.
Nous n'attendions pas de Dieu qu'il règle nos problèmes à coups de miracles, mais qu'il nous aide à voir clair.

L'ambiance dans laquelle j'ai été élevé m'a donné assez vite le sens de certaines limites. Mes premières expériences professionnelles et la JAC n'ont fait qu'approfondir ce sens de la limite humaine. Pour nous, à la JAC, l'ampleur des tâches à accomplir était tellement au dessus des forces humaines, qu'on ne pouvait les entreprendre qu'avec Dieu.
Dans le passage au monde professionnel, l'objectif était le même : reconstruire un monde de justice et d'amour, en restant conscient des limites, et même de l'impossibilité d'y parvenir. La lâcheté et l'injustice règneront toujours, y compris en nous. Les meilleures organisations professionnelles ne peuvent pas résoudre ce genre de problèmes.
Etre chrétien, c'est se dire inlassablement : "Bon, nous travaillons, il faut faire des réunions et se donner à fond, mais ce n'est qu'un aspect des choses". Nous risquons d'oublier que ce que nous faisons n'est pas toute la réponse. Quelle réponse aux souffrances, aux échecs, à la mort ?
Qu'est-ce qui donne à ce que nous faisons, valeur d'éternité ? On ne peut le demander qu'au Christ, dans un dialogue permanent avec lui. Sans cette intériorité, comment continuer à croire à la transformation de la société, à la nécessité de travailler avec tels ou tels hommes ? Je ne pourrais pas me passer de Dieu, ma vie n'aurait plus la lumière, plus de goût. Ne pas pouvoir vivre sans Dieu, je crois que c'est la prière la plus résistante.

JEAN-MARIE DOMENACH
1922 - 1997

Directeur de la revue "Esprit" de 1957 à 1976, Jean-Marie Domenach est décédé le 6 juillet 1997.

Il avait participé, le 10 décembre 1996, au colloque "Regards sur le MRP" organisé au Palais du Luxembourg (voir "France-Forum" n°316, page 36).

En 1996, il avait volontiers accepté de collaborer avec nous dans nos recherches sur Gilbert Dru, à qui il avait consacré un livre dès 1947 : «Gilbert Dru, celui qui croyait au ciel».

10 / LE MONDE / MARDI 8 JUILLET 1997

DISPARITION

Jean-Marie Domenach

Le refus des terrorismes idéologiques

L'ÉCRIVAIN et journaliste Jean-Marie Domenach est mort, dimanche 6 juillet, d'un accident vasculaire cérébral. Il était âgé de soixante-quinze ans. Avec sa disparition, c'est un témoin de longue durée pour la revue *Esprit* – où il entra en 1946 et dont il fut le directeur de 1957 à 1976 – qui passe dans le silence. Né le 13 février 1922 à Lyon, à une époque où les jeunes catholiques devenaient presque spontanément Action française, Jean-Marie Domenach symbolise, par son trajet personnel, le passage d'une partie du catholicisme français à la République, à la gauche, à la laïcité. Elève de Jean Lacroix à Lyon, il passe par l'école d'Uriage au début de la guerre, puis entre dans la Résistance pour combattre dans les maquis du Vercors avant d'être, à la Libération, porte-parole du gouverneur militaire de Lyon.

Son long passage à la revue *Esprit* est un fait majeur de son activité, d'autant qu'il se concevait comme un militant. C'est le putsch des généraux en 1961 qui fait de lui un gaulliste déclaré, et il dénonce, comme l'avait fait *Esprit* dès le début, *« la sale guerre coloniale »*. En mai 1968, il saura maintenir le cap de la revue à distance des délires idéologiques. Dans la période étrange de l'après-Mai, la revue contribue puissamment, sous son impulsion, au succès des utopies d'Ivan Illich et de l'autogestion comme alternative au socialisme autoritaire. C'est aussi la période du GIP (Groupe d'information sur les prisons), où Jean-Marie Domenach retrouve Michel Foucault. Ouverte aux dissidents de l'Est, *Esprit* est déjà au premier plan du combat anti-totalitaire.

En marge de son travail à la revue, Jean-Marie Domenach publie de nombreux essais, dont le plus marquant fut en 1967 *Le Retour du tragique* (Seuil). En 1976, passant le relais de la direction d'*Esprit* à Paul Thibaud, il se consacre à une carrière de professeur à l'Ecole polytechnique, tout en menant une activité de journaliste, notamment à l'hebdomadaire *La France catholique*, où il remplace Pierre Emmanuel.

Mais il n'y a pas deux Jean-Marie Domenach : le directeur d'*Esprit* d'un côté, et de l'autre, l'essayiste. Il y a un homme entier, imprudent, courageux, rigoureux dans ses choix. Le titre de son livre où il évoque sa jeunesse engagée, *A temps et à contretemps* (éd. SPI Saint-Paul, 1991), est tout un symbole. L'auteur y rassemble le meilleur de ses écrits journalistiques des années 80, où il eut parfois le tort d'être plus clairvoyant que d'autres, et avant eux. Polémiste manquant de méchanceté, il paya parfois cher son refus des terrorismes idéologiques.

Homme de gauche par décision personnelle, il rompit avec le mitterrandisme quand les défauts du système n'étaient pas encore visibles, et que le Parti socialiste lui paraissait mal représenter la vertu républicaine. Chrétien de profonde conviction, catholique, Jean-Marie Domenach fut en accord avec le concile mais assez peu avec certaines tendances post-conciliaires. Cela apparaît clairement dans son dialogue avec Michel de Certeau, *Le Christianisme éclaté* (Seuil, 1974).

Sa capacité courageuse à aller à contretemps est également visible dans ce livre trop peu remarqué : *Une morale sans moralisme* (Flammarion, 1992), ouvrage dédié *« à tous ceux qui font le bien sans le dire »*. Après un ouvrage controversé, *Le Crépuscule de la culture française* (Plon, 1995), sa dernière déception aura été le peu d'échos de *Regarder la France* (Perrin, 1997), un essai sur le malaise français où il livre son ultime message.

Guy Coq
(Président de l'Association des amis d'Emmanuel Mounier)

DISPARITIONS

ANDRÉ HOLLEAUX
1921 - 1997

André Holleaux n'a jamais - que je sache - été membre du MRP.

Sa vie est pourtant indissociable de l'action conduite depuis 1948 par nombre de ceux (Robert Lecourt, Robert Buron, Edmond Michelet) qui ont représenté le Mouvement dans les gouvernements de la 4e et de la 5e République, et des idéaux qu'ils ont incarnés.

Il fut, de toute façon, un homme exceptionnel, dont l'indépendance d'esprit, la passion du service public, le sens artistique, le courage, - frisant parfois la provocation -, joints à des convictions "planétaires" incluant la promotion des tsiganes, la protection des réfugiés, la dénonciation des excès du kérosène ou du nucléaire, expliquent qu'il ait pu séduire des esprits aussi différents qu'André Malraux et François Mitterrand, lesquels en firent, l'un, le responsable de la cinématographie nationale (CNC), l'autre, celui de l'une des deux télévisions publiques de notre pays (FR3).

Plus prosaïquement, il fut depuis 1990, en dépit de ses autres activités de retraite - notamment liées à son mandat (vert) de conseiller régional francilien - le conseil averti et toujours disponible des mutuelles et des institutions de retraite.

Oui !, les anciens du MRP peuvent saluer fraternellement ce compagnon de route, heureux de l'avoir aidé pendant quinze années essentielles à exploiter sa palette de dons.

Jacques FLAUD

DÉCÈS DE JEAN PALLUY
ancien président
du Conseil Général du Rhône

Tous les militants MRP du Rhône pleurent un ami. Celui qui fut durant de longues années le Président du Conseil général du Rhône n'est plus. Né en 1920, Jean Palluy était un terrien, fier de ses origines paysannes. Démarrant sa vie professionnelle comme instituteur, il la terminera chef d'agence au Crédit Agricole, avant d'aborder la politique. Militant à la J.A.C. chrétien convaincu, on le trouve rapidement au M.R.P. ; franc, loyal, estimé de tous, il fut durant 20 ans un meneur grâce à son dynamisme.

Tout d'abord maire de Mornant, il entre au Conseil général en mai 1965. Durant 14 ans, conseiller général de Mornant, il a su se faire apprécier par l'ensemble de ses collègues. En 1979, il était tout désigné pour devenir président de ce Conseil général. En 1990, il décide de céder sa place et l'on peut aujourd'hui faire un bilan particulièrement positif.

Il est à l'origine du Parc des Expositions de Chassieu, de la modernisation du Stade de Gerland, où prochainement se déroulera la Coupe du Monde, de la gare TGV à l'aéroport de Satolas, du domaine de Lacroix-Laval, de la restauration des mosaïques de St Romain en Gal.

Souvent il disait : "Je me suis toujours inspiré dans mon parti politique d'une pensée de Saint Irénée (la gloire de Dieu c'est l'homme vivant). En remettant son mandant de président, il dit : "l'homme vivant est l'homme libre et responsable".

Cher Jean Palluy, nous tous tes amis qui t'avons connu et aimé, nous garderons de toi le souvenir du camarade jovial qui fut toujours un modèle...

Vous mes amis qui ont vu partir en peu de temps dans la maison du Père Philomène Magnin, Joseph Voyant et aujourd'hui Jean Palluy, restons unis dans le souvenir de tous ceux qui nous ont précédés.

Continuons à nous retrouver périodiquement dans une ambiance fraternelle pour évoquer tant de souvenirs.

Léonard BROSSY

Liste des décès dont nous avons eu connaissance depuis notre bulletin précédent :

Debatisse Michel - Palladuc (63)
Domenach Jean-Marie - Châtenay-Malabry (94)
Guelfi Lucrèce - Paris (75)
Hemmerlé Edouard - Strasbourg (67)
Lavignac Edouard - Boulogne-Billancourt (92)
Lepage Louis - Nogent-sur-Marne (94)
Lespès Henri - Bayonne (64)
Palluy Jean - Mornant (69)

* * *

DISTINCTIONS

- Deux promotions dans la Légion d'honneur : André Davoust et Jean Laborde.

LE M.R.P. VOUS PARLE - Directeur de la Publication : Jacques MALLET - Commission paritaire de presse N° AS 65-465
IMPRIMERIE : SIMEDIAT - CIRCULAIRES COULON 01.42.36.08.15